

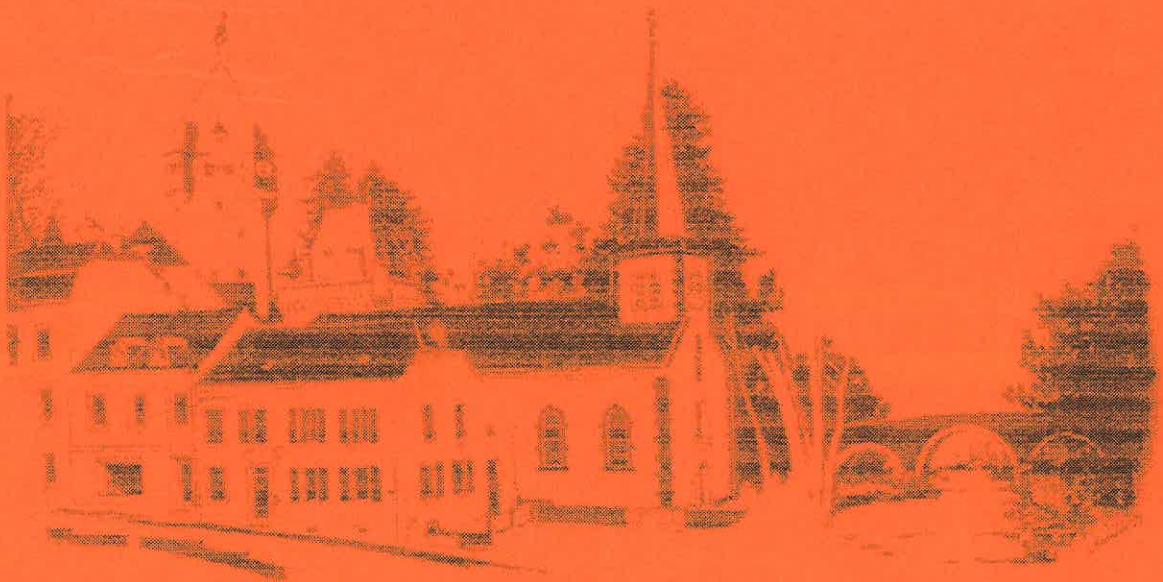
De Colmar-Bierger



BUET

Nr. 4

Mount: AUGUST 1994



Eng Publikatioun vun der Informations-Kommissioun
vun der Gemeng vu Colmar-Bierg



Aufruf!

Im Laufe der vergangenen Monate wurden auf dem Gebiet der Gemeinde eine Reihe von Akten von Vandalismus festgestellt (so z. B. auf der Trasse des 'auto-pédestre', in der Parkanlage und in der Umgebung des Schul- und Sportkomplexes).

Die Gemeindeverwaltung warnt die vermutlich jugendlichen Täter vor weiteren Ausschreitungen, da die Gendarmerie Colmar-Berg mit den Vorfällen befaßt ist.

Ausserdem bittet sie die Eltern, das Freizeitverhalten ihrer Kinder zu überwachen, sie zu einer sinnvollen Beschäftigung anzuhalten und vor sinnloser Zerstörung von Gemeinde-, Vereins-, oder Privateigentum abzuhalten.

**Der Gemeinderat
von Colmar-Berg.**

Appel!

Au cours des derniers mois on a noté sur le territoire de la commune une série d'actes de vandalisme (p. ex. sur le tracé de l'auto-pédestre, dans le parc et dans les alentours du centre scolaire et sportif).

L'administration communale met en garde les présumés jeunes auteurs devant de nouveaux méfaits, car plainte a été déposée à la gendarmerie.

En outre elle prie les parents de surveiller les activités de leurs enfants pendant les vacances scolaires et de leur enjoindre de respecter les installations de la commune, des associations locales et des personnes privées.

**Le conseil communal
de Colmar-Berg.**



Compte-rendu de la séance du conseil communal du 15.07.1994

Absente et excusée: Mme Catherine BERENS-GUELF.

1. Pour l'année scolaire 1994-95 le conseil communal décide à l'unanimité de faire occuper les 3 postes provisoires par:

- a) Mme Danièle BUCHEL (chargée de direction, poste d'enseignant)
- b) Melle Marie-Laure GERGEN (chargée de direction, poste d'enseignant)
- c) Mme Jacqueline LENGLER-LACAVE (chargée de direction, poste de surnuméraire)

Il décide à l'unanimité de charger Melle Joëlle SCHARLE, diplômée en éducation physique, de 6 leçons de natation et d'éducation physique pour les classes où le titulaire est bénéficiaire d'une décharge. Mme Ulla SCHARLL-ESSER sera chargée des cours d'éducation musicale.

2. Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver pour l'année 1994-995 l'organisation des écoles primaire et préscolaire:

- Préscolaire: 2 classes à 22 enfants (Mme Mireille LUCIUS-THILL, Mme Fernande HEGER).

Le conseil communal décide également à l'unanimité d'approuver la proposition du collège échevinal de procéder à l'installation d'une troisième classe préscolaire dans le cas où le nombre d'enfants inscrits atteint le nombre de 47.

- 1ère année d'études: 2 classes à 13 élèves:

Titulaire: Mons. Claude WATGEN

Medakovic Drazen
Vieira da Conceicao Sarah
Videira Pereira Ruben
Reiser Jessica
Bartholmé Aline
Schartz Kim
Faber Eric
Bauer Stefan
Watgen Roby
Roch Peter
Becker Marc
Bichler Jérôme
Kettels Gilles

Titulaire: Mons. Victor SCHEIER

Da Costa Martins André
Da Costa Rosario Alexandre
Streveler Pia
Schartz Tessy
Feinen Catherine
Diederich Sven
Bauer David
Karié Pascal
Patel Kitesh
Kohn Charles
Jacobs David
Saber John

- 2e année d'études: 1 classe à 24 élèves (Mme Véronique PEIFFER-GENGLER).

Vu le nombre élevé d'enfants et en accord avec M. l'inspecteur d'arrondissement le collège échevinal propose de faire assister Mme PEIFFER-GENGLER dans sa tâche difficile par Mme Marianne SINNER-DUHR, ceci pour une durée de 16 heures par semaine.

- 3e année d'études: 19 élèves (Madame Marie-Jeanne KRIEPS-SCHAUL).

- 4e année d'études: 20 élèves (Melle Catherine ELSSEN).

- 5e année d'études: 2 classes à 13 élèves:

Titulaire: Melle Marie-Laure GERGEN

Titulaire: Soeur Alix WERNE

Costa Ribeiro Jonatan
Barbosa Manuel
Rodrigues Anilza
Rodrigues Madelino
Wealer Andy
Bäumler Robert
Bichler Jacques
Gieres Stephanie
Arendt Carole
Bonne Mike
Jungblut Yasmine
Guden Cathy
Jacobs Ben
Dolezel Mathias

Barbosa Rute
Maques Daniel
Fernandes Susana
Neves Jorgette
Costa Rosario Natalino
Infalt Olivier
Kohn Jacky
Börner Myriam
Najfeld Michael
Watgen Rouven
Holtgen Jeff
Otten Kevin
Steies Patrick

6e année d'études: 14 élèves (Mme Danièle BUCHEL).

Afin d'assurer le bon déroulement des leçons de natation, le conseil communal décide à l'unanimité de fixer les responsabilités et les tâches du personnel enseignant et des instructeurs de natation selon un tableau proposé par l'inspecteur de l'arrondissement.

3. Les subsides suivants sont accordés à l'unanimité:

- a) Sécurité routière: 6.000 frs
- b) Lycée Technique Ettelbruck (25e anniversaire): 1.000 frs

4. Le conseil communal décide d'accorder à M. Ewald BERNARDY ouvrier communal, qui a fait valoir ses droits à la retraite avec effet au 30.09.1994, démission de ses fonctions en lui exprimant ses remerciements pour les services rendus.

5. Pour fixer l'indemnité des 4 étudiants engagés pendant les vacances scolaires, le conseil communal décide à l'unanimité de prendre comme référence le salaire social minimum (et non pas le salaire prévu pour étudiants).

6. Quant à Melle Isabelle PELOSI qui a effectué un stage auprès de l'administration communale du 20.06.1994 au 16.07 1994, le conseil décide à l'unanimité de lui accorder une indemnité s'élevant à 10.000 frs.

7. Vu des dégâts causés par les inondations au mois de décembre dernier, le conseil décide à l'unanimité de demander à l'administration des Services Techniques de l'Agriculture de bien vouloir élaborer un projet relatif à l'exhaussement et l'extention de la ligne longeant l'Attert.

8. Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le plan de gestion annuel pour la forêt communale. Pour le plan de culture les dépenses s'élèvent à 1.530.000 frs et les recettes à 732.000 frs. Pour le plan de coupe on note 450.000 frs de recettes contre 205.000 frs de dépenses.

9. Avant d'établir un règlement sur l'utilisation du parc, le conseil communal propose de demander l'avis des commissions consultatives.

10. Le conseil communal décide à l'unanimité de dénommer la place réaménagée devant l'église 'Place Abbé Antoine PEMMERS' (*) en honneur du curé de la paroisse, mort du choléra en date du 16 octobre 1854, victime de son dévouement lors des épidémies de 1854. (* voir aussi l'article 'Die Cholera ...' à la fin de cette édition du Buet)

11. Le conseil communal approuve à l'unanimité la proposition du collège échevinal de mettre à la disposition de l'entreprise BAATZ un terrain servant au dépôt de matériel sur la décharge communale. Le loyer mensuel est fixé à 15.000 frs.

12. Le conseil communal décide à l'unanimité de fermer la cour de l'école à toute circulation. La cour ne servira plus de Parking. Cette mesure est prise dans l'intérêt et du respect de la santé des enfants.

13. L'indemnité de 1.000 frs accordée à l'agent recenseur s'occupant du recensement agricole est unanimement fixée à 3000 frs (l'ancienne indemnité datant de 1972)

14. Le conseil communal réuni en séance secrète a avisé favorablement à l'unanimité deux déclarations d'options.

* * * * *

Gemeinderatssitzung vom 15.07.1994

Abwesend und entschuldigt: Mme Catherine BERENS-GUELF.

1. Für das Schuljahr 1994-95 hat der Gemeinderat die 3 provisorischen Posten einstimmig folgendermaßen besetzt:

- a) Mme Daniele BICHEL (chargée de direction - Lehrerin)
- b) Melle Marie-Laure GERGEN (chargée de direction - Lehrerin)
- c) Mme Jacqueline LENGELER-LACAVE (chargée de direction - Posten des 'surnuméraire')

Einstimmig wird Melle Joëlle SCHARLE, Diplomsportlehrerin, mit 6 Turn- und Schwimmstunden beauftragt für die Klassen, deren Titular diese Stunden nicht selbst erteilt. Mme Ulla SCHARLL-ESSER wird den Musikunterricht erteilen.

2. Der Gemeinderat billigt einstimmig die Schulorganisation für das Schuljahr 94-95:

- Vorschule: 2 Klassen mit je 22 Kindern (Mme Mireille LUCIUS-THILL und Mme Fernande HEGER).

Der Gemeinderat befürwortet auch einstimmig den Vorschlag des Schöffensrates, eine 3. Vorschulklasse einzurichten, wenn die Zahl der eingeschriebenen Kinder sich auf 47 beläuft.

- 1. Schuljahr: 2 Klassen mit je 13 Schülern.

Lehrer: Mons. Claude WATGEN

Medakovic Drazen
Vieira da Conceicao Sarah
Videira Pereira Ruben
Reiser Jessica
Bartholmé Aline
Schartz Kim
Faber Eric
Bauer Stefan
Watgen Roby
Roch Peter
Becker Marc
Bichler Jérôme
Kettels Gilles

Lehrer: Mons. Victor SCHEIER

Da Costa Martins André
Da Costa Rosario Alexandre
Streveler Pia
Schartz Tessy
Feinen Catherine
Diederich Sven
Bauer David
Karier Pascal
Patel Kitesh
Kohn Charles
Jacobs David
Saber John

- 2. Schuljahr: Eine Klasse mit 24 Schüler (Mme Véronique PEIFFER-GENGLER).

Wegen der hohen Schülerzahl und im Einvernehmen mit dem Schulinspektor schlägt der Schöffenrat vor, Mme PEIFFER-GENGLER bei ihrer schweren Aufgabe durch Mme Marianne SINNER-DUHR assistieren zu lassen, dies für die Dauer von 16 Stunden pro Woche.

- 3. Schuljahr: 19 Schüler (Mme Marie-Jeanne KRIEPS-SCHAUL).

- 4. Schuljahr: 20 Schüler (Melle Catherine ELSSEN).

- 5. Schuljahr: 2 Klassen mit je 13 Schülern.

Lehrerin: Melle Marie-Laure GERGEN

Costa Ribeiro Jonatan
Barbosa Manuel
Rodrigues Anilza
Rodrigues Madelino
Wealer Andy
Bäumler Robert
Bichler Jacques
Gieres Stephanie
Arendt Carole
Bonne Mike
Jungblut Yasmine
Guden Cathy
Jacobs Ben
Dolezel Mathias

Lehrerin: Soeur Alix WERNE

Barbosa Rute
Maques Daniel
Fernandes Susana
Neves Jorgette
Costa Rosario Natalino
Infalt Olivier
Kohn Jacky
Börner Myriam
Najfeld Michael
Watgen Rouven
Holtgen Jeff
Otten Kevin
Steies Patrick

- 6. Schuljahr: 14 Schüler (Mme Danièle BUCHEL).

Um einen guten Ablauf der Schwimmstunden zu gewährleisten, legt der Gemeinderat einstimmig die Verantwortung und die Aufgabe des Lehrpersonals sowie der Bademeister fest, dies nach einem Plan, der vom Schulinspektor vorgeschlagen wurde.

3. Folgende Subsidien wurden einstimmig votiert:

- a) Sécurité routière: 6.000 Fr
- b) Lycée Technique Ettelbruck (25-jährige Bestehen): 1.000 Fr.

4. Der Gemeinderat befürwortet einstimmig das Demissionsgesuch des Gemeindearbeiters Ewald BERNARDY mit Wirkung auf den 30.09.1994 und drückt ihm seinen Dank aus für die geleistete Dienste.
5. Bei der Festsetzung der Entschädigung für die 4 Studenten, welche die Gemeinde während der Ferien eigestellt hat, hält der Gemeinderat einstimmig als Referenzlohn den sozialen Mindestlohn fest (und nicht den Lohn, der für Studenten vorgesehen ist).
6. Melle Isabelle PELOSI, die vom 20.06.94 bis zum 16.07.94 eine Stagezeit bei der Gemeindeverwaltung absolviert hat, wird seitens des Gemeinderates einstimmig eine Entschädigung von 10.000 Fr zuerkannt.
7. Angesichts der Schäden, die durch die Überschwemmungen im Dezember letztes Jahres verursacht wurden, beauftragt der Gemeinderat einstimmig die Ackerbauverwaltung einen Plan betreffend Erhöhung und Verstärkung der Uferbefestigung längs der Attet auszuarbeiten.
8. Einstimmig genehmigt der Rat den von der Forstverwaltung aufgestellten Forstplan. Im Kulturplan belaufen sich die Ausgaben auf 1.530.000 Fr und die Einnahmen auf 732.000 Fr, der 'plan de coupe' sieht 450.000 Fr an Einnahmen und 205.000 Fr an Ausgaben vor.
9. Bevor sich der Gemeinderat auf ein Reglement, die Parkanlage betreffend, festlegen will, sollen die Gutachten der beratenden Kommissionen eingeholt werden.
10. Der Gemeinderat beschließt einstimmig, den Kirchvorplatz als 'Place Abbé Antoine PEMMERS' (*) zu bezeichnen, zu Ehren des Pfarrers, der seinen Einsatz für die Kranken während der Choleraepidemie des Jahres 1854 mit dem Tod am 16. Oktober 1854 bezahlte. (* siehe Artikel 'Die Choleraepidemie?' am Ende dieses 'Buet')
11. Einstimmig befürwortet der Gemeinderat den Vorschlag des Schöffensrates, der Baufirma BAATZ einen Teil der lokalen Deponie zum Lagern von Materialien zur Verfügung zu stellen, dies zu einem Mietpreis von 15.000 Fr monatlich.
12. Durch einstimmigen Entscheid des Gemeinderates wird der Schulhof für die Fahrzeuge gesperrt, dient also nicht mehr als Parkplatz. Diese Maßnahme wurde im Interesse der Kinder getroffen die den Schulhof nach ihrem persönlichen Ansichten gestalten wollen sowie aus Gründen der Gesundheit.
13. Die Entschädigung von 1.000 Fr für die Person, welche die landwirtschaftliche Zählung durchführt (die Entschädigung besteht seit 1972) wurde auf 3.000 Fr festgesetzt.
14. In geheimer Sitzung befürwortet der Gemeinderat einstimmig 2 Optionsgesuche.

* * * * *

LES TAXES COMMUNALES



DIE GEMEINDETAXEN.

1. La taxe d'eau potable.

A partir de septembre 1993 la commune de Colmar-Berg est raccordée au réseau DEA (Distribution d'Eau des Ardennes).

Les services techniques de la commune ont relevé la consommation d'eau pendant la période du 15 au 30 novembre 93. La nouvelle taxe de 47 francs/m³ est applicable à partir du 1.1.1994. Voilà pourquoi l'administration communale a facturé la consommation des 4-6 semaines (novembre-décembre 93) d'après l'ancien tarif de 12 francs/m³ et n'a appliqué le nouveau tarif de 47 francs/m³ qu'à partir du 1er janvier 1994. La facture pour le 1er semestre 1994 tient compte de ce recalcul.

Il faut cependant noter que l'oubli du conseil communal précédent de constater la consommation en eau potable dès septembre 1993 a causé à la commune une perte d'environ 3 millions sans tenir compte des difficultés et du travail supplémentaire lors de la facturation.

2. La taxe de canalisation.

A la suite de difficultés de démarrage du syndicat des eaux usées SIDEN la commune n'a pas besoin de verser la nouvelle taxe pendant le premier semestre 1994. Voilà pourquoi les ménages ne payeront que l'ancienne taxe (500 francs pour une consommation inférieure à 60 m³/ ou, 800 francs pour une consommation supérieure).

1. Der Trinkwasserkonsum.

Seit September 1993 wird die Gemeinde Colmar-Berg mit DEA - Trinkwasser versorgt. (DEA = Distribution d'Eau des Ardennes)

Die technischen Dienste der Gemeinde haben den Wasserverbrauch in der Zeit zwischen dem 15. und dem 30. November 93 abgelesen. Der neue Wasserpreis von 47 Franken/Kubikmeter gilt ab dem 1. Januar 1994. Aus diesem Grund hat die Gemeindeverwaltung den Verbrauch der 4-6 Wochen (November-Dezember 93) zum damaligen Tarif von 12 Franken/Fuder verrechnet und den neuen Tarif von 47 Franken/Fuder ab dem 1. Januar 1994 angewandt. Diese Aufteilung ist auf der Rechnung für das 1. Semester 1994 vermerkt.

Es sei aber darauf hingewiesen, daß durch das Versäumnis des vorigen Gemeinderates den Wasserverbrauch ab September 1993 festzustellen, der Gemeinde ein finanzieller Verlust von ungefähr 3 Millionen entstanden ist, ohne die Schwierigkeiten und die zusätzliche Arbeit bei der Berechnung zu erwähnen.

2. Die Kanaltaxe.

Aufgrund von Anlaufschwierigkeiten des Abwässersyndikats SIDEN braucht die Gemeinde im ersten Halbjahr keine Taxe an dieses Syndikat zu entrichten. Aus diesem Grund wird den einzelnen Haushalten auch nur die Taxe von 1993 verrechnet. (500 Franken bis zu einem Verbrauch von 60m³/Jahr, 800 Franken bei einem höheren Verbrauch).

Repas sur roues

La quote-part au déficit du service „Repas sur roues“ de Rédange-Attert pour la commune de Colmar-Berg pour la période du 1.10.92 au 31.12.93 s'élève à 11.819 francs.

Essen auf Räder

Für die Zeit zwischen dem 1.10.92 und dem 31.12.93 beläuft sich das Defizit des „Service repas sur roues de Rédange-Attert“ das von der Gemeinde Colmar-Berg übernommen wird, auf 11.819 Franken.

LA COMMISSION DE LA CIRCULATION ET DE L'ENVIRONNEMENT.



Un sujet fort discuté par les habitants du quartier Morisacker-Langenfeld est l'installation d'un ralentisseur "dos d'âne" dans la cité Morisacker à hauteur de la sortie de la plaine de jeu.

Avant d'exposer l'avis de la Commission de la Circulation et de l'Environnement, nous proposons de revoir "l'historique" du ralentisseur.

Chacun de nous sait que les enfants ont tendance à oublier les conseils de sécurité de leurs parents lorsqu'ils sont absorbés par leur jeu. Dès lors il était fréquent de voir des enfants, à vélo ou en courant, quitter le trottoir en sortant de la plaine de jeu sans se soucier de la circulation sur la route. Conscient de ce danger potentiel, le conseil communal, en place en 1993, décida d'installer un ralentisseur "dos d'âne" afin de réduire la vitesse des voitures.

Malheureusement ce ralentisseur n'apportait pas une sécurité accrue dans la cité Morisacker due au comportement peu réfléchi de nombreux conducteurs. Ceux-ci, plus soucieux de leur propre confort que de la sécurité des piétons, empruntaient le trottoir avec leur véhicule afin de ne pas devoir passer l'obstacle du ralentisseur.

Pour empêcher un tel comportement, la commission de la circulation et de l'environnement, suggéra au conseil communal, nouvellement élu, d'installer un obstacle à chaque extrémité du ralentisseur. Le conseil partageait l'avis de la commission et il faisait installer un poteau à chaque extrémité du ralentisseur. Depuis lors on a pu constater que le ralentisseur provoque une réduction importante de la vitesse des

véhicules entraînant une plus grande sécurité pour les piétons et cyclistes.

Plusieurs habitants se sont plaints auprès du conseil et de la commission de la circulation, des gênes causées par le ralentisseur. Le problème de bruit lors du passage de camions, le risque d'abîmer les véhicules ainsi que les difficultés rencontrées par des ambulances pour passer la bosse, sont les doléances les plus souvent citées.

Nous sommes d'avis que le ralentisseur tel qu'il est installé dans la cité Morisacker n'est pas une solution optimale. Il est certain que, bien placé, un ralentisseur "dos d'âne" peut être un moyen efficace pour réduire la vitesse des véhicules. Néanmoins nous pensons que le même but peut être atteint avec d'autres moyens moins inconfortables pour les passagers des véhicules et les habitants du quartier.

Ainsi nous avons suggéré au conseil communal d'enlever le ralentisseur lors d'un futur réaménagement de la cité Morisacker, rue Langenfeld, rue des Jardins et rue Belle-Vue en "Zone 30km/h" ou "Wohnzone". Néanmoins nous ne sommes pas d'accord à enlever cet obstacle avant un tel réaménagement. Placée devant le choix entre la sécurité d'une part et le confort d'autre part, la commission opte pour une réduction des risques de la route.

P.S.

Il est déplorable de constater que de nombreux automobilistes utilisent les trottoirs pour garer leur voiture.

Ce comportement est un mépris flagrant des droits des piétons. En plus il peut provoquer des accidents de la circulation car, se trouvant devant un trottoir bloqué par une voiture, les piétons sont forcés d'emprunter la route.

Le code de la route prévoit une amende de 1000LUF pour toute voiture se garer sur le trottoir, soit à cheval soit en le bloquant complètement.

Ci-après l'extrait des articles du code de la route:

CHAPITRE VII

Arrêt, stationnement et parage

1^{re} section. — De l'arrêt

Art. 164. Tout véhicule ou animal arrêté sur la voie publique doit être placé de manière à:

- 1° se trouver du côté droit et être dirigé dans le sens de la circulation, à moins que l'arrêt ne soit interdit de ce côté par les signaux figurant sous VI de l'article 107 ci-dessus ou qu'il ne s'agisse d'une voie à sens unique;

se trouver à la plus grande distance possible de l'axe de la chaussée, en une seule file, et si possible, sur ou au-delà de la ligne de bordure, ou sur l'accotement;

- 2° ne pas gêner la circulation;
- 3° ne pas entraver les entrées ou sorties des garages publics ou privés, les accès carrossables des immeubles ainsi que les accès des places de parcage publiques ou privées;
- 4° permettre le passage aisé des véhicules sur rails.

L'arrêt d'un véhicule ou d'un animal est interdit:

- a) en tout endroit où il est susceptible de constituer un danger pour les autres usagers ou de gêner sans nécessité la circulation;
- b) sur les parties de la voie publique réservées aux piétons ou à d'autres usagers, sauf autorisation de l'autorité;
- c) sur les passages pour piétons et les passages pour cyclistes;
- d) sur les passages à niveau;
- e) sur et sous les ponts, dans les passages inférieurs et dans les tunnels;
- f) en dehors des agglomérations, à proximité du sommet d'une côte et dans un virage lorsque la visibilité n'est pas assurée dans les deux sens à 100 m au moins;
- g) à la hauteur d'une ligne de sécurité, si la partie de la chaussée restant libre entre la ligne de sécurité et le véhicule arrêté n'est pas de 3 mètres au moins;
- h) à des emplacements où les signaux colorés, lumineux ou non, ou les signaux routiers sont masqués à la vue des autres usagers;
- i) aux endroits marqués par un signal d'interdiction conforme aux dispositions de l'article 111.

II^e section. — Du stationnement

Art. 165. Tout véhicule ou animal en stationnement doit être placé de manière à:

- 1° se trouver du côté droit et être dirigé dans le sens de la circulation, à moins que le stationnement ne soit interdit de ce côté par les signaux figurant sous VI de l'article 107 ci-dessus ou qu'il ne s'agisse d'une voie à sens unique;
se trouver à la plus grande distance possible de l'axe de la chaussée, en une seule file et, si possible, sur ou au-delà de la ligne de bordure ou sur l'accotement;
- 2° ne pas gêner la circulation;
- 3° ne pas entraver les entrées ou sorties des garages publics ou privés, les accès carrossables des immeubles ainsi que les accès des places de parcage publiques ou privées;
- 4° permettre le passage aisé des véhicules sur rails.

Les véhicules automoteurs doivent laisser tant à l'avant qu'à l'arrière un espace libre d'un mètre au moins.

Art. 166. Le stationnement des véhicules ou animaux est interdit:

- 1° aux endroits marqués par un signal d'interdiction conforme aux dispositions de l'article 111;
- 2° à moins de 12 m de part et d'autre des points d'arrêt signalés comme tels des autobus, tramways et autres véhicules servant au transport rémunéré de personnes, sauf réglementation contraire matérialisée par des marques sur le sol;
- 3° à moins de 5 m du point d'intersection des bords de deux chaussées formant croisement, bifurcation ou jonction, sauf réglementation contraire matérialisée par des marques sur le sol;
- 4° au sommet et à proximité du sommet d'une côte et dans un virage lorsque la visibilité n'est pas assurée dans les deux sens à 100 m au moins en dehors des agglomérations et à 20 m au moins à l'intérieur des agglomérations;
- 5° à un endroit quelconque où le dégagement d'un autre véhicule arrêté ou en stationnement serait gêné;
- 6° sur les passages pour piétons et les passages pour cyclistes;
- 7° sur les passages à niveau;

- 8° aux endroits où les piétons doivent quitter les trottoirs pour contourner un obstacle;
- 9° sur et sous les ponts, dans les passages inférieurs et dans les tunnels;
- 10° devant les passages publics;
- 11° devant les entrées et les sorties principales des parcs publics, des édifices consacrés au culte, des écoles et des salles de spectacles;
- 12° devant les pompes à essence sans le consentement du tenancier;
- 13° à la hauteur d'une ligne de sécurité, si la partie de la chaussée restant libre entre la ligne de sécurité et le véhicule ou l'animal en stationnement n'est pas d'au moins 3 m;
- 14° sur les parties de la voie publique réservées aux piétons ou à d'autres usagers, sauf signalisation contraire;
- 15° en tout endroit où il est susceptible de constituer un danger pour les autres usagers ou de gêner sans nécessité la circulation;
- 16° à des emplacements où les signaux colorés, lumineux ou non, où les signaux routiers puissent être masqués à la vue des autres usagers;
- 17° en dehors des agglomérations, sur la chaussée des voies publiques rendues prioritaires par le signal prévu à l'article 107 sous B, 3 (route à priorité);
- 18° le long des quais de chargement.

Art. 167. Il est interdit:

- a) de faire stationner une roulotte non accouplée sur la voie publique;
- b) d'utiliser comme logis un véhicule en stationnement ou parké sur la voie publique;
- c) de faire stationner sur la chaussée entre 22 heures du soir et 6 heures du matin un autocar, un véhicule automoteur destiné au transport de choses d'un poids total maximum autorisé supérieur à 3500 kg, une machine de travail d'un poids propre supérieur à 3.500 kg ou une remorque non accouplée.

L'interdiction sous b) ne s'applique pas aux véhicules des marchands forains.

Art. 167bis. 1. En vue du contrôle de la durée de stationnement ou de parage à un endroit où la limitation de la durée de stationnement ou de parage est indiquée au moyen du signal C,18 ou E,23 complétés par un panneau additionnel du modèle 6 ou au moyen du signal C,21 ou E,23 a comportant le symbole du panneau additionnel précité, les conducteurs ont l'obligation à partir du 1^{er} janvier 1987 de faire usage du disque de stationnement prévu sous g) du chapitre VII de l'article 107.

2. Les conducteurs doivent incontinent pointer la flèche sur la marque de la demi-heure qui suit leur arrivée et apposer le disque en évidence à un endroit apparent de sorte à assurer sa lisibilité pour un observateur placé devant le véhicule. Il est interdit de faire figurer des indications horaires inexacts ou de modifier les indications initiales sans remettre préalablement le véhicule en circulation. Le déplacement du véhicule à une distance inférieure à 150 m n'autorise pas la modification des indications horaires initiales.

III^e section. — Du parage

Art. 168. Tout véhicule parké doit être placé de façon à ne pas gêner l'accès des autres véhicules et leur sortie du parc, ainsi qu'en conformité des emplacements délimités par l'autorité ou des injonctions de ses agents.

Art. 110. Les marques sur la chaussée qui sont de couleur blanche comprennent les marques longitudinales, les marques transversales et les autres marques.

1. Les marques longitudinales comprennent:

- a) les lignes continues ou lignes de sécurité.

Elles ont pour objet d'interdire le dépassement, sauf ce qui est prescrit à l'article 126, ou le passage d'une voie de circulation à l'autre, ou de délimiter les deux sens de circulation sur les chaussées ayant deux ou plus de deux voies dans chaque sens.

Aucun véhicule ne peut chevaucher ou franchir une ligne de sécurité, sauf ce qui est prescrit à l'article 127 ci-dessous.

b) les lignes discontinues ou lignes guides.

Elles sont destinées à guider et à faciliter la circulation dans les voies et à annoncer l'approche d'une ligne de sécurité; elles peuvent être franchies à condition que cela puisse se faire en toute sécurité.

Lorsqu'une ligne continue et une ligne discontinue sont juxtaposées, le conducteur ne doit tenir compte que de la ligne qui se trouve de son côté.

Aux fins du présent article, les lignes constituées par des clous ou des dispositifs réfléchissants sont considérées comme discontinues.

2. Les marques transversales parallèles à l'axe de la chaussée sont employées pour délimiter les passages pour piétons. A moins que la circulation ne soit réglée par des signaux colorés lumineux, l'aplomb des passages pour piétons est obligatoirement indiqué par le signal E, 11a; toutefois, si une chaussée comporte un passage pour piétons des deux côtés d'une intersection avec une autre chaussée, il suffit d'indiquer par le signal E, 11a l'aplomb du premier passage pour piétons pour chaque sens de la circulation. De plus, si la configuration des lieux l'exige, l'approche de ces passages est annoncée par le signal A, 11a.

Les lignes ou marques transversales perpendiculaires ou à angle aigu à l'axe de la chaussée sont employées comme indication d'arrêt.

Les passages réservés aux conducteurs de cycles pour traverser la chaussée sont délimités par des lignes discontinues formées de marques carrées.

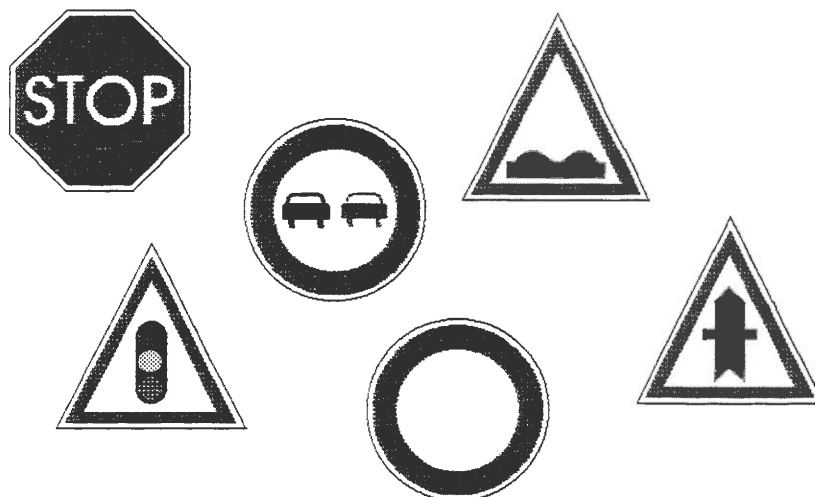
3. Les emplacements réservés aux véhicules à l'arrêt, en vue notamment d'effectuer l'approvisionnement des commerces avoisinants, sont indiqués par des marques transversales perpendiculaires à l'axe de la chaussée complétées par des lignes diagonales entrecroisées; vers le milieu de la chaussée ces marques sont délimitées par l'inscription longitudinale «livraison».
4. Les autres lignes ou marques sont employées pour délimiter les emplacements que doivent occuper les véhicules en stationnement, pour indiquer des sens giratoires et des obstacles sur la chaussée ou à proximité de celle-ci, pour répéter les indications données par des signaux routiers ou pour donner aux usagers des indications qui ne peuvent être données de façon appropriée par des signaux routiers ou des signaux colorés.

Lorsqu'une flèche est tracée sur la chaussée divisée en voies de circulation, les conducteurs doivent suivre à la prochaine intersection, bifurcation ou jonction la ou l'une des directions indiquées par la flèche marquée sur la voie dans laquelle ils circulent. Les flèches apposées sur une place de parcage indiquent la direction à suivre obligatoirement.

Si un chantier sur la voie publique exige une modification des marques sur la chaussée, les marques requises par la présence du chantier sont de couleur jaune; elles priment celles de couleur blanche.

Les lignes en zigzag de couleur blanche sur le côté de la chaussée ou des lignes continues de couleur jaune sur les pierres de bordure d'un trottoir ou d'une chaussée signifient qu'il est interdit de stationner du côté en cause de la chaussée sur la longueur de ces lignes.

DÉCEMBRE 1990



DIE VERKEHRS- UND UMWELTKOMMISSION



Für Gesprächsstoff, im Wohnviertel Morisacker-Langenfeld, sorgte das Anbringen einer Fahrgeschwindigkeitsbremse, ein sogenannter Eselsrücken auf Höhe des Ausfallweg des Spielplatzes.

Beim spielen vergessen Kinder leicht die Ratschläge ihrer Eltern in bezug auf Verkehrssicherheit. Des öfteren liefen oder fuhren deren aus dem Spielplatz im Morisacker ohne den Verkehr zu beachten. Um die Geschwindigkeit der herannahenden Wagen zu bremsen und dadurch die Unfallgefahr zu mindern, erstellte der Gemeinderat im Jahr 1993 den Eselsrücken.

Da mancher Autofahrer mehr auf seinen eigenen Komfort als auf die Sicherheit der Fussgänger bedacht war, umfuhr er die Geschwindigkeitsbremse in dem er den Bürgersteig in seinen Fahrweg einbezog. Die erhoffte Sicherheit im Verkehr war mithin nicht gewährleistet. Um diese schlechte Angewohnheit zu unterbinden, liess der nachfolgende Gemeinderat, auf Anraten der Verkehrskommission, je einen Pfosten an den Kopfenden der Bremse einpflanzen. Seither hat sich die

Fahrgeschwindigkeit beruhigt und somit ist die Gefahr gemindert.

Mehrere Einwohner haben ihre Bedenken, sei es an die Kommission, sei es an den Gemeinderat, gemeldet. Die Hauptbeweggründe waren der Lärm bei der Überfahrt durch Lastwagen, die Gefahr der Beschädigung des Wagens sowie die Behinderung für Notdienstwagen.

Die Verkehrskommission ist sich bewusst dass der Eselsrücken nicht die bestmögliche Lösung ist. Deshalb hat sie dem Gemeinderat geraten, nach einer zukünftigen Zurückbauung der Verkehrswege im Morisacker, Langenfeld, rue des Jardins und Belle-Vue in eine Wohnzone mit 30km/h Höchstgeschwindigkeit, alle Rücken zu entfernen. Jedoch ist sie gegen eine Entfernung zum jetzigen Zeitpunkt, da, vor die Wahl gestellt zwischen Sicherheit oder Komfort, die Kommission sich für eine Minderung der Verkehrsgefahren entscheidet.

P.S.

Es ist unverständlich dass viele Leute den Bürgersteig als Abstellplatz benutzen und dadurch die Rechte der Fussgänger schmälern, sowie sie, bei der Umgehung des Hindernisses, einer Gefahr aussetzen.

Nach der Strassenverkehrsordnung wird der Fahrer eines Fahrzeugs welcher den Bürgersteig, sei es ganz oder teilweise, besetzt mit einer Busse von 1000LUF bedacht:

Nachfolgend die Artikeln aus der Strassenverkehrsordnung:

VII. KAPITEL

Anhalten, Stationieren und Parken

I. Abschnitt. — Anhalten

Art. 164. Jedes auf der öffentlichen Straße anhaltende Fahrzeug oder Tier muß so gestellt sein, daß es:

- 1° sich auf der rechten Seite und in der Verkehrsrichtung befindet, es sei denn, das Anhalten sei auf dieser Seite durch die in vorstehendem Artikel 107 unter VI vorgesehenen Verkehrszeichen verboten, oder es handle sich um eine Einbahnstraße;
sich in größtmöglichem Abstand von der Mitte der Fahrbahn und in einer einzigen Reihe und, wenn möglich, auf oder jenseits der Fahrbahnrandlinie oder auf dem Sommerweg, befindet;
- 2° den Verkehr nicht behindert;
- 3° die Ein- und Ausfahrten der öffentlichen und privaten Garagen, den befahrbaren Zugang zu den Grundstücken sowie den Zugang zu den öffentlichen oder privaten Parkplätzen nicht versperrt;
- 4° die bequeme Vorbeifahrt der Schienenfahrzeuge gestattet.

Das Anhalten eines Fahrzeuges oder eines Tieres ist verboten:

- a) überall dort, wo es eine Gefahr für die übrigen Verkehrsteilnehmer bilden oder den Verkehr unnötig behindern könnte;

- b) auf den Teilen der öffentlichen Straßen, die den Fußgängern oder anderen Verkehrsteilnehmern vorbehalten sind, außer wenn örtliche Vorschriften gegenteilige Bestimmungen enthalten;
- c) auf Fußgänger- und Radfahrerüberwegen;
- d) auf Bahnübergängen;
- e) auf oder unter Brücken, in Unterführungen und in Tunneln;
- f) außerhalb von Ortschaften in der Nähe vom Gipfel einer Steigung und in Kurven, wenn die Sichtweite nicht in beiden Richtungen auf wenigstens 100 Meter gewährleistet ist.
- g) auf beiden Seiten einer Sicherheitslinie, wenn der zwischen der Sicherheitslinie und dem anhaltenden Fahrzeug verbleibende Raum der Fahrbahn nicht wenigstens 3 Meter beträgt;
- h) an den Stellen, wo beleuchtete oder nicht beleuchtete Farb- oder Verkehrszeichen der Sicht der übrigen Verkehrsteilnehmer entzogen sind;
- i) an den durch ein Verbotsschild, das den Bestimmungen des Artikels 111 entspricht, gekennzeichneten Stellen.

II. Abschnitt. — Stationieren

Art. 165. Jedes stationierende Fahrzeug oder Tier muß so gestellt sein, daß es:

- 1° sich auf der rechten Seite und in der Verkehrsrichtung befindet, es sei denn, das Stationieren sei auf dieser Seite durch die in vorstehendem Artikel 107 unter VI vorgesehene Verkehrszeichen verboten, oder es handle sich um eine Einbahnstraße;
sich in größtmöglichem Abstand von der Mitte der Fahrbahn, in einer einzigen Reihe, und, wenn möglich, auf oder jenseits der Fahrbahnrandlinie oder auf dem Sommerweg, befindet;
- 2° den Verkehr nicht behindert;
- 3° die Ein- und Ausfahrten der öffentlichen und privaten Garagen, den befahrbaren Zugang zu den Grundstücken sowie den Zugang zu den öffentlichen oder privaten Parkplätzen nicht versperrt;
- 4° die bequeme Vorbeifahrt der Schienenfahrzeuge gestattet.

! Kraftfahrzeuge müssen sowohl vorne als auch hinten wenigstens einen Meter freien Raum lassen.

Art. 166. Das Stationieren von Fahrzeugen oder Tieren ist verboten:

- 1° an Stellen, die gemäß den Bestimmungen des Artikels 111 durch ein Verbotsschild gekennzeichnet sind;
- 2° in weniger als 12 Meter Entfernung beiderseits der gekennzeichneten Haltestellen der Omnibusse, der Straßenbahnen und anderer Fahrzeuge, die zur entgeltlichen Personenbeförderung dienen, außer wenn eine andere Bestimmung gilt, die durch Bodenmarkierung angezeigt wird;
- 3° in weniger als 5 Meter Entfernung vom Schnittpunkt der Ränder zweier Fahrbahnen, die eine Kreuzung, Gabelung oder Einmündung bilden, außer wenn eine andere Bestimmung gilt, die durch Bodenmarkierung angezeigt wird;
- 4° auf dem Gipfel und in der Nähe des Gipfels einer Steigung, und in einer Kurve, wenn außerhalb der Ortschaften die Sicht in beiden Richtungen nicht wenigstens auf 100 Meter und innerhalb der Ortschaften nicht wenigstens auf 20 Meter gewährleistet ist;
- 5° an jeder Stelle, wo die Ausfahrt eines anderen anhaltenden oder stationierenden Fahrzeuges behindert wird;
- 6° auf Fußgänger- oder Radfahrerüberwegen;
- 7° auf Bahnübergängen;
- 8° an Stellen, wo die Fußgänger die Bürgersteige verlassen müssen, um ein Hindernis zu umgehen;
- 9° auf oder unter Brücken, in Unterführungen und in Tunneln;
- 10° vor öffentlichen Durchgängen;
- 11° vor den Haupteingängen und -ausgängen der öffentlichen Parkanlagen, Kultusgebäuden, Schulen und Schauspielhäusern;
- 12° vor Tankstellen, ohne Einverständnis des Inhabers;
- 13° auf beiden Seiten einer Sicherheitslinie, wenn der zwischen der Sicherheitslinie und dem stationierenden Fahrzeug oder Tier verbleibende Raum der Fahrbahn nicht wenigstens 3 Meter beträgt;
- 14° auf allen Teilen der öffentlichen Straße, die den Fußgängern oder anderen Verkehrsteilnehmern vorbehalten sind, ausgenommen bei gegenteiliger Signalisierung;

- 15° überall dort, wo es eine Gefahr für die übrigen Verkehrsteilnehmer bilden oder den Verkehr unnötig behindern könnte;
- 16° an den Stellen, wo beleuchtete oder nicht beleuchtete Farb- oder Verkehrszeichen durch das Stationieren der Sicht der übrigen Verkehrsteilnehmer entzogen werden können;
- 17° außerhalb der Ortschaften auf der Fahrbahn der öffentlichen Straßen, die mit dem in Artikel 107 unter B, 3 (Straße mit Vorfahrt) vorgesehenen Verkehrszeichen als Vorfahrtsstraße gekennzeichnet sind; *Route Nationale*
- 18° längs der Laderampen.

Art. 167. Es ist verboten:

- a) einen nicht angekuppelten Wohnwagen, auf der öffentlichen Straße stationieren zu lassen;
- b) ein auf der öffentlichen Straße stationierendes oder geparktes Fahrzeug als Wohnung zu benutzen;
- c) einen Touristenbus, ein zur Güterbeförderung bestimmtes Kraftfahrzeug mit einem höchstzulässigen Gesamtgewicht über 3.500 kg, eine Arbeitsmaschine mit einem Eigengewicht über 3.500 kg oder einen nicht angekuppelten Anhänger zwischen 22 Uhr abends und 6 Uhr morgens auf der Fahrbahn stationieren zu lassen.

Das Verbot unter b) bezieht sich nicht auf Jahrmarktfahrzeuge.

Art. 167bis. 1. Zur Kontrolle der Stationierungs- oder Parkdauer an einer Stelle, wo die begrenzte Dauer des Stationierens oder Parkens durch eine Zusatztafel nach Muster 6 ergänzte Verkehrszeichen C,18 oder E,28 oder durch das Verkehrszeichen C,21 oder E,23a welches das Symbol der vorerwähnten Zusatztafel beinhaltet, sind die Fahrer gehalten vom 1. Januar 1987 an, die Stationierungsscheibe zu benutzen, die unter g) des Kapitels VII des Artikels 107 vorgesehen ist.

2. Die Fahrer müssen sofort den Pfeil auf das Zeichen der halben Stunde, welche ihrer Ankunft folgt, stellen und die Scheibe so an einer gut sichtbaren Stelle anbringen, daß ihre Lesbarkeit durch einen Beobachter, der sich vor dem Fahrzeug befindet, gewährleistet ist. Es ist verboten, falsche Zeitangaben anzuzeigen oder die ursprünglichen Angaben zu ändern, ohne das Fahrzeug vorher wieder in den Verkehr gebracht zu haben. Die Ortsänderung des Fahrzeuges auf einer Entfernung von weniger als 150 m, berechtigt nicht zur Änderung der ursprünglichen Zeitangaben.

III. Abschnitt. — *Parken*

Art. 168. Jedes parkende Fahrzeug muß so abgestellt werden, daß es andern Fahrzeugen die Ein- und Ausfahrt des Parkplatzes nicht versperrt, sowie gemäß den von den Behörden abgegrenzten Parkstellen oder gemäß den Anweisungen ihrer Agenten.

Art. 110. Die weißen Fahrbahnmarkierungen begreifen Längsmarkierungen, Quermarkierungen und andere Markierungen.

1. Die Längsmarkierungen begreifen:

- a) durchgezogene Linien oder Sicherheitslinien.

Sie verbieten das Überholen vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 126, oder das Wechseln aus einer Fahrspur in eine andere oder begrenzen die beiden Fahrtrichtungen auf den Fahrbahnen, die zwei oder mehr als zwei Fahrspuren in jeder Richtung aufweisen. Unbeschadet der in nachstehendem Artikel 127 vorgesehenen Vorschriften, darf kein Fahrzeug eine Sicherheitslinie teilweise oder ganz überfahren.

- b) unterbrochene Linien oder Leitlinien

Sie bezwecken die Lenkung und Erleichterung des Verkehrs innerhalb der einzelnen Fahrspuren und zeigen die Annäherung an eine Sicherheitslinie an. Sie dürfen überfahren werden unter der Bedingung, daß dies in voller Sicherheit geschehen kann.

Wenn eine durchgezogene Linie und eine unterbrochene Linie nebeneinander aufgezeichnet sind, so hat der Fahrzeugführer nur der Linie Rechnung zu tragen, welche sich auf seiner Seite befindet.

Im Sinne des gegenwärtigen Artikels gelten die durch Nägel oder Reflektoren gebildeten Linien als unterbrochene Linien.

2. Die Quermarkierungen, deren Streifen parallel zur Straßenachse verlaufen, dienen zur Abgrenzung der Fußgängerüberwege. Außer wenn der Verkehr durch beleuchtete Farbzeichen geregelt wird, muß die Stelle der Fußgängerüberwege unbedingt durch das Verkehrszeichen E, 11a angezeigt werden; wenn eine Fahrbahn jedoch einen Fußgängerüberweg auf beiden Seiten einer Kreuzung mit einer anderen Fahrbahn aufweist, genügt es, die Stelle des ersten Fußgängerüberwegs in jeder Fahrtrichtung mit dem Verkehrszeichen E, 11a anzuzeigen. Wenn die Ortslage es erfordert, muß außerdem das Herannahen an einen Fußgängerüberweg durch das Verkehrszeichen A, 11a angezeigt werden.

Die Querlinien der Quermarkierungen, die senkrecht oder in einem spitzen Winkel zur Straßenachse verlaufen, dienen als Stoplinien.

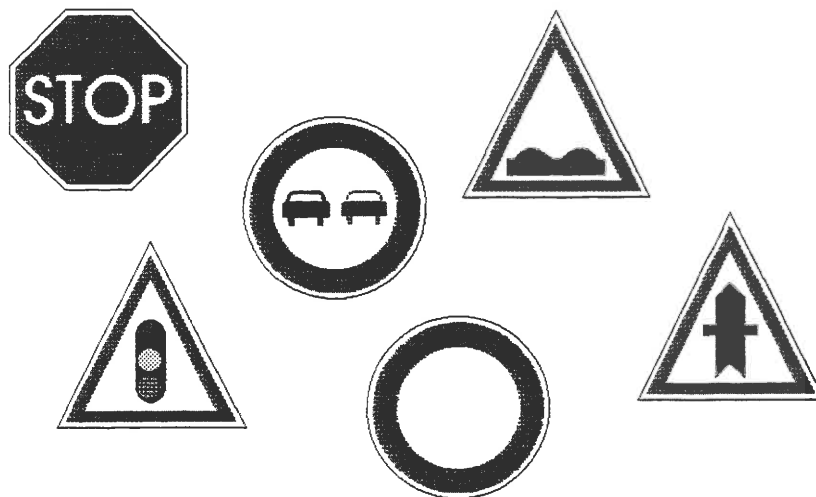
Die den Radfahrern vorbehaltenen Übergänge werden durch unterbrochene aus quadratischen Markierungen bestehenden Linien abgegrenzt.

3. Die Felder, die haltenden Fahrzeugen vorgehalten sind, insbesondere um die Belieferung der angrenzenden Geschäfte auszuführen, sind durch quer zur Fahrbahnachse verlaufende und durch sich kreuzende Diagonalstreifen ergänzte Markierungen gekennzeichnet; zur Mitte der Fahrbahn hin sind diese Markierungen durch die Längsschrift «livraison» abgegrenzt.
4. Die anderen Linien oder Markierungen dienen zur Abgrenzung der Felder welche die Fahrzeuge beim Stationieren einnehmen müssen, zum Hinweis auf Kreisverkehr und Hindernisse auf oder in der Nähe der Fahrbahn, zur Wiederholung von durch Verkehrszeichen gegebenen Hinweisen oder zur Mitteilung von Hinweisen, die durch Verkehrszeichen nicht in geeigneter Weise gegeben werden können.

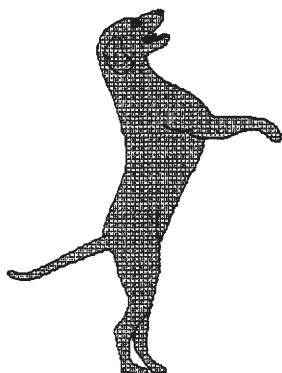
Wenn ein Richtungspfeil auf der Fahrbahn, die in Fahrspuren aufgeteilt ist, aufgetragen ist, müssen die Fahrer an der nächsten Kreuzung, Gabelung oder Einmündung die Richtung oder eine der Richtungen befolgen, die vom Richtungspfeil, der auf der Fahrspur in welcher sie fahren aufgetragen ist, angezeigt wird. Richtungspfeile, die auf einem Parkplatz eingetragen sind, zeigen die obligatorische Fahrtrichtung an.

Falls eine Baustelle auf der öffentlichen Straße eine Änderung der Markierung auf der Fahrbahn erfordert, sind die Markierungen, die durch die Baustelle erforderlich sind, gelb; sie haben den Vorrang auf die weißen Markierungen.

Die an der Fahrbahnseite in Zickzackform angebrachten weißen Linien oder die mit durchgezogenen gelben Linien versehenen Ränder eines Bürgersteiges oder einer Fahrbahn, bedeuten ein Stationierungsverbot, auf der entsprechenden Seite der Fahrbahn für die gesamte Länge dieser Linien.



Extrait du registre aux délibérations du
Conseil communal de Berg



Séance publique du 23 février 1981

Date de l'annonce publique de la séance:

19.02.1981

Date de la convocation des conseillers:

19.02.1981

Présents: M.M. Thill, bourgmestre

Arendt, Jung, échevins

Haas, Hary, Watgen, conseillers

OBJET:

Vu l'article 36 de la loi du 24 février 1843 sur l'organisation communale et des districts.

Vu les articles 49 et 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités.

Vu l'article 3 du titre XI du décret du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire.

Vu la loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique.

Vu l'article 7 de la loi du 29 juillet 1930 concernant l'étatisation de la police locale et l'article 3 de la loi du 19 novembre 1975 portant augmentation des taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs.

Vu la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la santé.

Vu l'avis du médecin-inspecteur du 12 février 1981

a r r ê t e

Article 1er: Tous les chiens tenus sur le territoire de la commune doivent être déclarés à l'administration communale par la personne qui en a la garde. Cette déclaration est à faire dans les trois mois de la prise en garde ou, si endéans ce délai a eu lieu le recensement annuel des personnes et des exploitations, sur la formule délivrée à cette occasion par l'administration. Elle est à renouveler annuellement à cette même occasion. La première déclaration donnera lieu à la délivrance d'un numéro d'immatriculation qui devra être fixé au collier du chien.

Article 2.: Tous les chiens sur la voie publique doivent être pourvus d'un collier, ils doivent être tenus en laisse, dont la longueur n'exédera pas un mètre.

Les chiens dangereux doivent porter une muselière.

Article 3.: Tout propriétaire ou gardien de chiens qui tient plus de deux chiens âgés de plus de 10 semaines doit, faire une déclaration au bourgmestre de la commune endéans huit jours. Cette déclaration vaut autorisation provisoire pour une durée de 6 mois. Passé ce délai, l'autorisation définitive peut être accordée par le bourgmestre. L'autorisation provisoire ou définitive est

retirée ou refusée si une infraction aux dispositions de l'article 6 est constatée.

Article 4.: Il est défendu d'amener les chiens dans les magasins de produits alimentaires et en général dans les autres lieux ouverts au public dans la mesure où la présence d'un chien compromet le caractère du lieu ou incommode le public. Les propriétaires ou gardiens de chiens doivent empêcher ceux-ci de salir par leurs excréments les trottoirs, places de jeux et de verdure publiques ainsi que les constructions se trouvant aux abords.

Article 5.: Les chiens de garde ne peuvent être mis en liberté dans l'intérieur des lieux gardés que lorsque toutes les portes d'accès auront été fermées à clef.

Article 6.: Les propriétaires ou gardiens de chiens sont tenus à prendre les dispositions nécessaires pour éviter que les chiens ne troublent la tranquillité publique ou le repos des habitants par des aboiements ou des hurlements répétés.

Article 7.: L'établissement des chenils servant à l'élevage ou à l'hébergement des chiens est soumis à l'autorisation du collège des bourgmestre et échevins.

Article 8.: Il est défendu d'employer des chiens comme bêtes de trait sur la voie publique.

Article 9.: Une taxe sur les chiens est perçue au profit de la commune. Elle est fixée au règlement - taxe.

Article 10.: Les chiens errants peuvent être saisis et mis en fourrière par les agents de la force publique. S'ils ne sont pas réclamés dans les cinq jours, ils seront envoyés à l'asile des animaux.

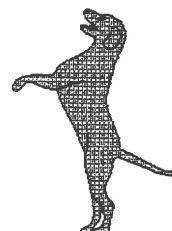
Article 11.: Quiconque reçoit chez lui un chien errant doit en faire immédiatement la déclaration au bourgmestre.

Article 12.: Sans préjudice des peines prévues par les lois existantes, les contraventions aux prescriptions du présent règlement seront punies d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de 250.- à 2500.-frs, ou d'une de ces peines seulement.

Article 13.: Le présent règlement abroge toutes les dispositions contraires contenues dans des règlements antérieurs sur la même matière.

Pour extrait conforme,

le bourgmestre
(signé E. THILL)



Et ass Vakanz

Freier

D'Wokanz as do!

Fr. Kücken



Vi - vat d'Fréd, d'Wo - kanz as do, èd - de'



Bi-cher-krôm a Plo! D'Broscht, de' schle't e - rem me' frei, d'Ben-ke-



ret-schen as ver-bei. Ed - de' Zwank a Schrei - we - rei, mani Zi-



lenz a Kwel-le-rei. Vi-vat d'Fréd, d'Wo-kanz, d'Wo-kanz, d'Wo-kanz as



do, èd - de' Bi - cher - krôm a Plo.

M. Lentz.

Haut



eis Schoul as aus - eis Schoul as aus - lo as déi Plo da riwer
eis Schoul as aus - eis Schoul as aus - lo ass endlech Schluss.

*Sou war et freier sou as et haut. Ma haut wéi deemols hun d'Kanner
an hiert Leierpersonal se verdéngt ... hier Vakanz.*

D'Kanner an d'Leierpersonal vum Schouljoer 1993/1994.

Photoen: Goodyear Photoclub - Marc DETAIL
(ausser der Klass vum Här SCHEIER, - D.D. MERSCH)



Jardin d'enfants : classe de Madame Fernande HEGER

Assis (g.à d.)
 Debout (g.à d.)

Schaul Olivier, Patel Kitesh, De Bruyn Samuel, Saberi John
 Fernande Heger, Farto Pedro Adriano, Reiser Jessica
 Watgen Norah, Antony Franky, Bastian Luida, Jacobs David
 Winkel Mandy, Kohn Charel, Scharzt Kim, Peiffer Ralph.



Jardin d'enfants : classe de Madame Mireille LUCIUS

Assis (g.à d) Fonseca Da Cruz Jeremy, Ihmsen Gabriele, Da Costa Faria Filipe Daniel,
 Gieres Tammy, Soisson Sarah
 Debout (g.àd.) Mireille Lucius, Roch Peter-James, Boulmont Nathalie,
 Faber Eric, Bauer David, Becker Marc, Watgen Roby, Feinen Catherine,
 Kettels Gilles, Streveler Pia, Scharlé Noemie, Weber Fabienne.



Jardin d'enfants: classe de Madame Juliette BERG-BAUSCH

Assis (g. à d.)	Wiedanski David, Vieira Da Conceicao Sarah,
	Tschiderer Mandy, Esch Sarah,
Debout (g. à d.)	Berg Juliette, Bartholme Aline, Bichler Jérôme, Vasiljevic Nikola,
	Rosario Costa Alex, Barrela Manuel, Medakovic Drajan, Kartheiser Luc,
	Najfeld Mathias, Courtois Sam, Diederich Sven, Baum Sarah.



Ecole primaire 1 année: classe de Madame Veronique PEIFFER-GENGLER

Assis (g. à d.)	Vieira Ruben, Brimeyer Mike, Agostini Patrick, Neves Patricia,
Debout (g. à d.)	Peiffer Veronique, Peiffer Alexa, Pereira Christina,
	Krajnic Elvis, Krack Pol, Spinosa Giuseppe,
	Scheier Elisabeth, Schartz Tessy, Bastian Mike.



Ecole primaire 1 année: classe de Monsieur Victor SCHEIER

Assis (g. à d.)

2e rangée

3e rangée

Schaul Steffi, Bauer Stefan, Barbosa Marco, Soisson Jeff, Junker Christoph,
Bruck Joëlle, Antony Mandy, Nickels Laure,
Gunther Jennifer, Michels Alain, Scharlé Jean,
Polfer Monette, Scheier Victor, Wampach Danny (stagiaire)
Posing Paddy (stagiaire).



Ecole primaire 2 année: classe de Monsieur Claude WATGEN

Assis (g. à d.)

Debout (g. à d.)

Boerner Saskia, Fernandes Elisabete, Vilas Marisa, Soisson Vanessa,
Steffen Léon, Miny Christian, Gieres Ben,
Watgen Claude, Nonnweiler Nathalie, Balbeur Jean-François, Ihmsen
Andrea, Jacobs Pit, Marques Simoes Steven, Barroso David,
Kartheiser Maud, Ninno David, Kohn Julie, Fidler Claude.



Ecole primaire 3 année: classe de Mademoiselle Catherine ELSEN

Assis (g. à d.) Kob Jenny, Kries Jenny, Karier Philippe, Vallina Pablo, Magelhaes Vitor, Arendt Danielle, Streveler Christiane,
 Debout (g. à d.) Elsen Catherine, Lengler-Lacave Jacqueline, De Bruyn Davis, Binsfeld Marilene, Otten Natacha, Rodrigues Elisabeth, Agostini Stefano, Fidler Claude, Goetzinger Kim, Carvallo Quinteira Mike, Schleich Kim, Krieps Martine, Igrejas Dinis Jessica, Roch Katie, Franzen Jérôme, Kohn Paul, Clement Myriam.



Ecole primaire 4 année: classe de Madame Marie-Jeanne KRIEPS-SCHAUL

Assis (g. à d.) Rodriguez Anilza, Neves Correia Franziska, Bichler Jacques, Heurtz Joëlle, Steffen Natascha, Arendt Carole, Bäumlér Robert, Infalt Olivier, Barbosa Manuel,
 Debout (g. à d.) Krieps Marie-Jeanne, Holtgen Jeff, Otten Kevin, Watgen Rouven, Dolezel Matyas, Kohn Kacky, Jungblut Jasmine, Boerner Myriam, Da Costa Rosario Natalino, Najfeld Michael, Gieres Steffi, Jacobs Ben, Guden Kathy, Fischbach Stephanie, Barbosa Rute, Peter Joe.



Ecole primaire 5 année: classe de Madame Danielle BUCHEL

Assis (g.à d.) Tavallo Tania, Neves Georgette, Matic Jenny, Diederich Annick,
Karier Joëlle, Kob Myriam,
Debout (g.à d.) Wealer Andy, Goebel Christiane (chargée de cours), Marques Daniel,
Lopes Neves Eva, Wealer Tom, Miguel Fernando, Halsdorf Georges,
Saberri Susi, Machado Sergio, Costa Rosario Denise, Maquet Chantal,
Peiffer Joanne, Abbé Jos. Reuter.



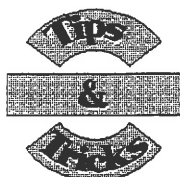
Ecole primaire 6 année: classe de Soeur Alix

Assis (g.à d.) Kries Tessy, Speyer Alex, Steffen Andy, Arendt Christophe,
Portelinha Daniel,
Debout (g.à d.) Soeur Alix, Neves Lopes Arlen, Speyer Tessy, Videira Flavio, Heuts Davina,
Peter Lucie, Posing Geraldine, Igrejas Dinis Patrick, Fernandes Fernando,
Fernandes Christina, Roch Jennifer, Alves Otti, Vieira Steve.



- Elektrizität ist nicht nur eine „spannende“ Sache -

Die letzten Hemden werden gerade gebügelt, beschwingt flitzt das Eisen über den Stoff. Da klingelt das Telefon. Ein Schwätzchen mit dem Nachbarn. Vergessen die Arbeit, die Hemden - und das heisse Eisen.



Elektrizität ist der grosse Helfer selbst im kleinsten Haushalt. Sicher, sauber, effektiv. Zu effektiv, wenn man nicht mit der ganzen Aufmerksamkeit bei der Sache ist, die nun einmal beim Strom notwendig ist. Strom muss abgeschaltet werden, er hört nicht von selbst auf zu fließen, wenn er nicht mehr gebraucht wird.

**Feuer ist teuer,
Vorbeugen ist billig**

Der elektrische Strom geht immer den "Weg des geringsten Widerstandes" - und das ist bei defekten Geräten immer gefährlich.

**Brandgefährlich!
Lebensgefährlich!**

Deshalb haben Sie beim Umgang mit Elektrizität 100% Aufmerksamkeit.

Dann ist der Strom mit Sicherheit eine echte Hilfe.

!! Damit für Sie Feuer nicht teuer wird, beugen Sie vor ...

- Nur VDE-(GS)-geprüfte Elektrogeräte einsetzen.

- Elektrowärmegeräte möglichst mit Abschaltautomatik und Knickschutz am Zuleitungskabel verwenden.

- Elektrowärmegeräte stets auf eine nicht brennbare und die Wärme schlecht leitende Unterlage stellen oder montieren, in genügendem Abstand von brennbaren Gegenständen.

- Tauchsieder nur mit Temperaturbegrenzung in feuerbeständigen Behältnissen auf feuerfester Unterlage verwenden.

- Ausreichenden Sicherheitsabstand von Heizstrahlern, Leuchten und anderen Wärmegeräten zu brennbaren Stoffen einhalten (Gebrauchsanweisung beachten).

- Prüftaste der Fehlerstromsicherheitseinrichtung monatlich betätigen.

- Auffälligkeiten der Elektroinstallation mit einem Fachmann besprechen.

- Defekte Elektrogeräte nur vom Fachmann reparieren lassen.

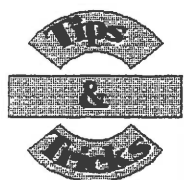
- Wandsteckdosen nicht durch unzulässige Abzweigstecker erweitern.

- Defekte Steckverbindungen und Sicherungen nur durch neue ersetzen.

- Beim Auswechseln der Glühlampen auf die richtige Wattzahl achten.

Quelle: Kantonssekretariat der
Feuerwehren
des Kantonalverbands MERSCH

**Eis Pompjeën
hëllef en ëmmer
bei Ongleck, Feier
a Gefoer
!! Telefon 112 !!**



Brandbekämpfung mit tragbaren Feuerlöschern

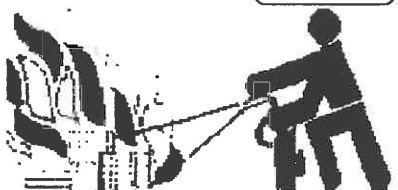


Richtig !

**Feuer immer in
Windrichtung
angehen,
niemals gegen den Wind !**

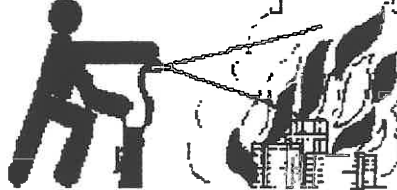


Falsch !

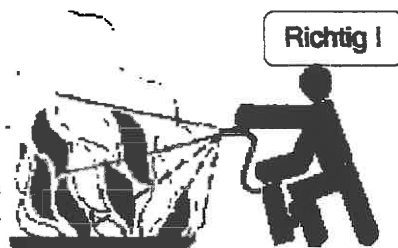


Richtig !

**Den Brandherd
von unten nach
oben bekämpfen,
nicht oben in die Flammen sprühen !**



Falsch !

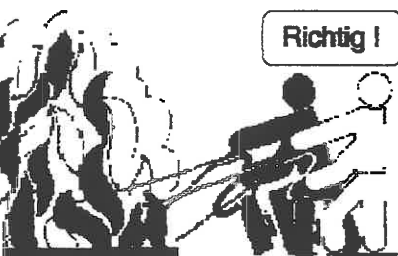


Richtig !

**Flüssigkeitsbrände
mit einer Pulver-
wolke abdecken,
nicht den Löscherahl ins
offene Feuer halten !**

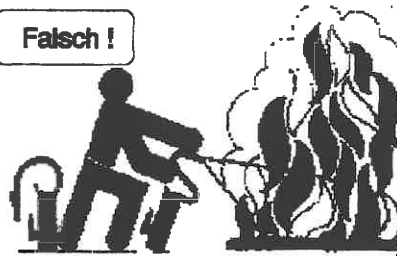


Falsch !



Richtig !

**Grössere Brände
mit mehreren
Löschern gleich-
zeitig angehen,
niemals allein bekämpfen !**



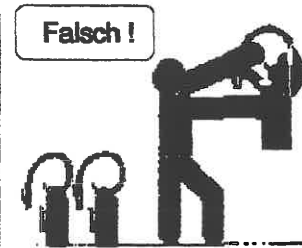
Falsch !



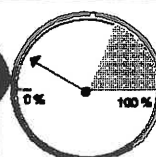
Richtig !



**Benutzte
Feuerlöscher
nicht wegstellen,
Kundendienst benachrichtigen
zwecks Auffüllen der Geräte !**



Falsch !





„Selwer kompostéieren kee Problem“

Eine neue Broschüre mit dem Titel „Selwer kompostéieren kee Problem“ wird vom Umweltministerium und vom Umweltamt herausgegeben.

Auf 27 Seiten wird übersichtlich und anschaulich eine Anleitung zum Eigenkompostieren von häuslichen Bioabfällen gegeben. Der Leser erhält Auskunft darüber, welche Voraussetzungen für das Selberkompostieren wichtig sind, welche organischen Abfälle sich dafür eignen und was bei der Verrottung zu beachten ist, um einen hochwertigen Kompost zu erhalten. Tips zur Anwendung des fertigen Kompostes sollen es dem Gartenbesitzer leicht machen, dieses wertvolle Bodenverbesserungsmittel sinnvoll einzusetzen. Ein ausführlicher Glossar sowie Adressen- und Literaturliste ergänzen die Broschüre.

Die Broschüre ist auf der Gemeinde kostenlos zu erhalten.

(Mitgeteilt von der ADMINISTRATION DE L'ENVIRONNEMENT, Division des Déchets)



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

ADMINISTRATION
DU CADASTRE ET DE LA
TOPOGRAPHIE

DIRECTION

AVIS

A partir du 18 juillet 1994 et sur une période indéterminée, deux agents de l'Institut Géographique National de France, exécuteront des travaux topographiques sur tout le territoire national pour le compte de l'administration.

Dans le cadre de leur mission, ils prendront accès aux propriétés publiques et privées.

Ils sont porteurs d'une carte nominative de légitimation, à présenter à la première demande des propriétaires.

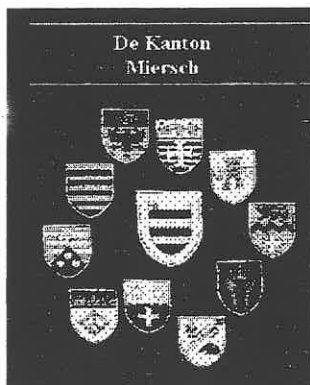
L'Administration sollicite la bienveillance des propriétaires concernés à l'égard de ces agents.

En cas de contestations, ils contacteront le service compétent sous le numéro 44 90 1-1.

Luxembourg, le 11 juillet 1994

signé Nicolas FOLMER,
directeur

GESCHICHTLICHES AUS DEM KANTON MERSCH.



Zum Preis von 1.200 Franken liegt im Gemeindesekretariat ein Buch mit dem Titel „De Kanton Miersch“ zum Verkauf auf. Das sehr gut aufgemachte 230seitige Buch, mit herrlichen Farbfotografien, behandelt Geschichtliches aus

den Gemeinden des Kantons, nämlich Böwingen, Bissen, Colmar-Berg, Fischbach, Larochette, Heffingen, Lintgen, Lorentzweiler, Mersch, Nommern und Tütingen.

„Avis aux amateurs!“

L'eau potable à Colmar-Berg (DEA):

PH Wert: 7,5
18,7 Degré Français,
10,5 Degré Allemand.

1994

**BICHER
BUS**
Bicher
BUS

Bicherbus
3, rue du Moulin L-8258 Diekirch
Tel. 80 85 38
Kulturministerium - Lëtzebuerg

**BICHER
BUS**
Bicher
BUS

Freides den:
2. Sept., - 16 Sept., - 30. Sept.,
14. Okt., - 28. Okt.,
11. Nov., - 25. Nov.,
9. Dez., - 23. Dez.,
... an dann den 20. Jan. 1995 ..

Rendez-vous bei der Gemeng
vun 16h15 - 16h40

- DER GEMEINDERAT, EINSTIMALS (1800-1810) -



Bis zum Friedensvertrag von Campo Formio, am 17.10.1797, durch welchen das Herzogtum Luxemburg an Frankreich fiel, gab keine Volksvertreterversammlung, auf lokaler Ebene, welche mit der heutigen vergleichbar wäre. Es gab lediglich das jährliche Jahrgeding. Dieses war eher eine "Gerichtssitzung" mit mündlicher Wiederholung der Ortsvorschriften und Auferlegen von Bussen.

Von 1797 bis 1801 führte der Agent Municipal oder sein Adjoint die Gemeindeschäfte dass heisst sie folgten den Anweisungen des Directoires.

Weder der Agent noch sein Stellvertreter wurden von den Einwohnern gewählt, sondern sie wurden von Präfekten ernannt.

Das Gesetz vom 28 Pluviose an 8 (17.2.1800) schuf den Gemeinderat. Einige Auszüge seien angeführt:

- Il y a un conseil municipal dans chaque ville, bourg ou autre lieu pour lequel existait un agent municipal et un adjoint (aujourd'hui un maire et un ou deux adjoints).
- Les préfets nomment et peuvent suspendre de leurs fonctions les membres des conseils municipaux, les maires et adjoints. Ils sont nommés pour trois ans et peuvent être continués. Le nombre des membres des conseils municipaux est de dix dans les lieux dont la population n'excède pas 2500 habitants. Les conseils municipaux s'assemblent chaque année le 15 pluviose (Anfang Februar) et peuvent rester assemblés 15 jours. Ils peuvent être convoqués extraordinairement par ordre des préfets.
- Ils entendent et peuvent débattre le compte des recettes et dépenses municipales qui est rendu par chaque maire. Le conseil municipal règle le partage des affouages, pâtures, récoltes et fruits communs.
- Il règle la répartition des travaux nécessaires à l'entretien et aux répartitions des propriétés qui sont à la charge des habitants.
- Il délibère sur les besoins particuliers et locaux de la commune, sur les emprunts, sur les octrois ou contributions en centimes additionnels qui peuvent être nécessaires pour subvenir à ces besoins, sur les procès qu'il convient d'intenter ou de soutenir pour l'exercice et la conservation des droits communs.

Wie aus dem Gesetz ersichtlich konnte der "Conseil Municipal" nur beraten. Er konnte keine Entscheidungen treffen. Die Einwohner stellten eine Vertrauensliste auf, aus welcher der Präfekt, nach Anhören des Bürgermeisters, die Ratsmitglieder bestimmte. Die ausführende Gewalt lag allein in den Händen des

Bürgermeisters, welcher ebenso wenig wie der Rat keine gesetzgebende Gewalt besass, seine Rückendeckung jedoch beim Präfekten nahm.

Die Ortsbewohner waren mit dem neuen System nicht einverstanden (in dem Aufsatz "Die Einwohner der Gemeinde

Berg und die Jakobinische Neuordnung" ist dies belegt).

Anscheinend hat die Auslegung des Gesetzes, was die Zahl der Mitglieder des Gemeinderates angeht, Schwierigkeiten bereitet, denn der Beschluss (decret) vom 2 Pluviose Jahr 9 (22.01.1801) sagt folgendes:

- Le maire de chaque commune est de droit membre du conseil municipal, il en a la présidence.
- En cas d'absence, maladie ou autre empêchement, les maires des communes au dessous de cent mille habitants sont remplacés dans la présidence par l'un de leurs adjoints.
- Lorsque les comptes de l'administration du maire sont présentés au conseil communal, le maire quitte la présidence et est remplacé par un membre du conseil municipal choisi d'avance au scrutin secret et à la pluralité absolue, par les membres du conseil.
- Le conseil municipal choisit, par le même mode, un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Hors le cas du remplacement du maire dans les fonctions de Président, les adjoints n'ont point entrée au conseil municipal.

Mithin, durch die Mitgliedschaft des Bürgermeisters im Gemeinderat, war dessen Gesamtzahl 11. Der Stellvertreter des Bürgermeisters

(Adjoint) war vom Gemeinderat ausgeschlossen. Er trat nur bei dessen Abwesenheit in Erscheinung. Der Citoyen Fleurigeon, Chef de Bureau de

la Première Division du Ministère de l'Intérieur (an 9(kommentiert):

Les adjoints ne formaient pas corps avec le maire, qu'ils n'étaient que des suppléants, qu'ils n'avaient aucune autorité personnelle, qu'ils ne pouvaient agir qu'au nom du maire, il n'y a pas de doute que les adjoints ne délibèrent pas avec la maire les actes de la mairie; que le maire a le droit de les exercer tous exclusivement.

Die Amtsdauer der Bürgermeister und Adjunkten war auf 5 Jahre begrenzt, konnte jedoch erneuert werden. Durch das kaiserliche (Napoléon) Dekret vom 15.04.1806 wurden sie zum ersten Mal von Präfekten neu bestellt. Der Altbürgermeister Jos de Blochausen wurde wieder ernannt, während Georges Warken Guillaume

neu ablöste. Jacques Deveque hatte während den Jahren 1803 bis 1805 den abwesenden Bürgermeister J. Blochausen ersetzt.

Auf der Vertrautenliste (liste des notables) findet man, in Bezug auf die „MAIRIE DE BERG“ nur Leute mit Hab und Gut. Nicht ein einziger Tagelöhner ist ersichtlich, trotz des

Leitspruches: liberté, égalité, fraternité. Nach den persönlichen Unterschriften zu urteilen hatten, (ausser J. de Blochausen, Jacques Deveque und G. Warken) die anderen Ratsmitgliedern, wie damals fast jeder, Schwierigkeiten im Umgang mit dem Federkiel.

KURZGEFASSTER AUSZUG DES GEMEINDEGESETZES 13.12.1988.

Der Wirkungsbereich des Gemeinderates

□ Der Gemeinderat regelt alles was von kommunalem Interesse ist. Er berät oder äussert seine Meinung wenn seine Ansicht vom Gesetz erfordert ist oder von der Oberbehörde gefragt wird. Der Rat erlässt Gemeindereglemente.

□ Jedoch dürfen diese nicht im Widerspruch, weder zu den Gesetzen noch zu den allgemeinen Verwaltungsvorschriften stehen.

□ Die Zuwiderhandlung von Gemeindereglementen wird mit Polizeistrafen geahndet, wenn keine anderen Strafen durch Spezialgesetze vorgesehen sind. Sollte es die Erheblichkeit der Sache verlangen, so kann der Gemeinderat die Busse bis auf eine Höchstgrenze von

100.000.- Franken beschliessen.

□ Der Gemeinderat ernennt, entlässt und setzt die Gemeindebeamten ab.

□ Der Gemeinderat kann die Bevölkerung, im Falle einer öffentlichen Angelegenheit, unter Bedingungen welche er selbst festlegt, zu einem Volksentscheid aufrufen. Die Volksbefragung ist vorgeschrieben wenn ein Viertel (bei einer Einwohnerzahl kleiner als 3.000) der Wähler sie wünscht. Binnen 3 Monaten muss die Befragung vom Gemeinderat gestaltet werden. Die Volksbefragung hat nur beratende Eigenschaft.

□ Der Gemeinderat oder der Schöfferrat kann sämtliche Einwohner oder deren nur einen Teil zu einem spezifi-

schen Gemeindeproblem befragen. Die Teilnahme daran ist fakultativ.

□ Wenn die Haushaltvorlage, welche vom Schöfferrat erstellt wird, vom Gemeinderat verworfen wird, kann ein Tadelantrag gestellt werden. Dieser muss von mindestens 3 Ratsmitgliedern eingebracht werden. Die Abstimmung über den Antrag findet zwischen 5 und 21 Tagen nach der Vorlegung des Haushaltplanes statt.

□ Im Falle dass der Tadelantrag von der Mehrheit des Gemeinderates angenommen wird entlässt der Innenminister den Schöfferrat.

DER SCHÖFFENRAT.

□ Der Schöfferrat besteht, bis zu einer Einwohnerzahl von 10000, aus einem Bürgermeister und zwei Schöffen.

□ Im Falle von offenkundiger, ungehöriger Aufführung oder von einem schweren Fehler sowie Nachlässigkeit kann der Innenminister für einen Zeitraum von höchstens 3 Monaten, die Schöffen ihres Amtes entheben. Sie können durch den Minister abgesetzt werden. Die Absetzung, als

Schöffe, dauert bis zur nächsten Erneuerung des Gemeinderates.

□ Im Falle von Abwesenheit, Verhinderung, leerem Schöffenplatz oder Vertretung des Bürgermeisters durch einen Schöffen kann der Präsident des Schöfferrates den abwesenden Schöffen durch ein Gemeinderatsmitglied ersetzen. Dauert die Abwesenheit länger als einen Monat, so ist die Ersetzung erforderlich.

□ Die Schöffen werden auf 6 Jahre ernannt. Die Ernennung entfällt wenn sie inzwischen nicht mehr Ratsmitglied sind. Reicht ein Schöffe, beim Bürgermeister, seinen Abschied ein, so setzt dieser den Gemeinderat, in öffentlicher Sitzung, davon in Kenntnis.

□ Der Bürgermeister ist der Präsident des Schöfferrates.

Dem Schöfferrat obliegt:

- A. Die Ausführung der Gesetze, Reglemente sowie der grossherzoglichen Beschlüsse, soweit sie nicht in den Kompetenzbereich der Polizei fallen.
- B. Die Veröffentlichung und die Ausführung der Gemeinderatsbeschlüsse.
- C. Die Untersuchung der Angelegenheiten welche dem Gemeinderat unterbreitet werden und die Aufstellung der Gemeinderatssitzungstagesordnung.
- D. Die Verwaltung der gemeindeeigenen Einrichtungen.
- E. Die Aufsicht über die Gemeindedienste.
- F. Die Leitung der Gemeindearbeiten.
- G. Die Verwaltung des Gemeindeeigentums sowie die Bewahrung der Rechte der Gemeinde.
- H. Die Aufsicht über das Gemeindepersonal.
- I. Die Bewahrung der Gemeindearchiven, Urkunden und Bevölkerungsregister.

Im Falle von Aufruhr, feindlicher Zusammenrottung, zuwider Handlung und schwerer Bedrohung des öffentlichen Friedens sowie andere unvorhergesehene Ereignisse, wenn der geringste Aufschub Gefahr oder Schaden für die Bevölkerung hervorrufen könnte, kann der Schöfferrat polizeiliche Erlasse aufstellen. Der Innenminister kann deren Ausführung unterbinden.

Die Schöfferratssitzungen finden unter Ausschluss der Öffentlichkeit statt.

BREF EXTRAIT DE LA LOI COMMUNALE (13.12.1988)

Attribution du conseil communal

Le conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal; il délibère ou donne son avis toutes les fois que ses délibérations ou avis sont requis par les lois et règlements ou demandés par l'autorité supérieure.

Le conseil fait les règlements communaux, ces règle-

ments ne peuvent être contraires aux lois ni aux règlements d'administration générale. Les infractions aux règlements communaux sont punies de police, à moins que d'autres peines ne soient prévues par des lois spéciales. Lorsque l'importance de la matière l'exige, le conseil communal peut, porter le

maximum de l'amende jusqu'à 100.000.- francs.

Le conseil communal nomme, révoque et démissionne les fonctionnaires et employés de la commune.

Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du

référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine. Le référendum est de droit lorsque la demande en est faite par un quart des électeurs dans les communes de trois mille habitants. Dans ce cas, le conseil doit organiser le référendum dans les trois mois de la demande. Le référendum n'a qu'un caractère consultatif.

Le conseil communal ou le collège des bourgmestre et

échevins peuvent inviter les administrés de la commune, en totalité ou en partie, à faire connaître leur opinion au sujet d'un problème communal spécifique. La participation est facultative.

En cas de rejet par le conseil communal du projet de budget présenté par le collège des bourgmestre et échevins, le conseil peut être saisi d'une mention de censure, laquelle, pour être recevable, doit être

signée par un tiers au moins des membres du conseil. Le vote ne peut avoir lieu que cinq jours au moins et vingt jours au plus tard après le dépôt. La motion ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant le conseil. En cas d'adoption de la motion, les membres du collège des bourgmestre et échevins sont déclarés démissionnaires par le Ministre de l'Intérieur.

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS.

Dans les communes de moins de 10000 habitants le collège des bourgmestre et échevins se compose d'un bourgmestre et de deux échevins.

En cas d'inconduite notoire, de faute ou de négligence graves, les échevins peuvent être suspendus de l'exercice de leurs fonctions par le Ministre de l'Intérieur pour un temps qui ne pourra excéder trois mois. L'échevin démis ne peut siéger au collège des bourgmestre et

échevins jusqu'au renouvellement du conseil communal qui suit sa démission.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un échevin, de vacance d'un mandat d'échevin ou de remplacement du bourgmestre par un échevin, le président du collège des bourgmestre et échevins peut remplacer l'échevin par un conseiller communal. Le remplacement est de droit dès que l'absence ou l'empêchement dépasse la durée d'un mois.

Les échevins sont nommés pour un terme de six ans. Toutefois, ils perdent cette qualité si, dans l'intervalle, ils cessent de faire partie du conseil communal. La démission des fonctions d'échevin est adressée par écrit au bourgmestre qui en donne connaissance en séance publique au conseil communal.

Le bourgmestre est de droit président du collège des bourgmestre et échevins.

Le collège des bourgmestre et échevins est chargé:

- A. De l'exécution des lois, des règlements et arrêtés grand-ducaux, pour autant qu'ils ne concernent pas la police;
- B. De la publication et de l'exécution des résolutions du conseil communal;
- C. De l'instruction des affaires à soumettre au conseil communal ainsi que de l'établissement de l'ordre du jour des réunions du conseil communal;
- D. De l'administration des établissements communaux;
- E. De la surveillance des services communaux;
- F. De la direction des travaux communaux;
- G. De l'administration des propriétés de la commune ainsi que la conservation de ses droits;
- H. De la surveillance des fonctionnaires, employés et ouvriers de la commune;
- I. De la garde des archives, des titres et des registres de l'Etat civil.

En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes ou de menaces graves à la paix publique ou d'autre événements imprévus, lorsque le moindre regard peut occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, les bourgmestres et échevins peuvent faire des règlements et ordonnances de police. L'exécution des règlements et ordonnances peut être suspendue par le Ministre de l'Intérieur.

Sauf disposition légale contraire, les réunions du collège des bourgmestre et échevins ont lieu à huit clos.

Administration Communale de Berg.

	1797	1798	1799	1800	1801	1802	1803
Agent municipal:	Blochausen Jos.	Sinner Jean	Olsem Nicolas	Neu Guillaume			
Maire:				Blochausen Jos. (à partir du 01.07.1800)	Blochausen Jos.	Blochausen Jos.	Deveque Jacques
Adjoint:				Neu Guillaume (à partir du 01.07.1800)		Neu Guillaume	Neu Guillaume
Conseiller:					Atten Mathias		
idem					Boever François		
idem					Bricher Jean		
idem					Glesener Jean		
idem					Majerus Antoine		
idem					Martzen André		
idem					Olinger Pierre		
idem					Schmit Michel		
idem					Sonnen Bernard		
idem					Warcken Georges		
Secrétaire:							
Receveur:							
Garde							
champêtre:							
Maire d'école:							Ehl Christophe

	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810
Maire:	Deveque Jacques	Deveque Jacques	De Blochausen Jos. (à partir du 22.07.1806)	De Blochausen Jos.	De Blochausen Jos.	De Blochausen Jos.	De Blochausen Jos.
Adjoint:		Neu Guillaume	Warcken Georges (à partir du 15.11.1806)	Warcken Georges	Warcken Georges		Warcken Georges
Conseiller:		Olsem Nicolas			Beringer Mathias		
idem		Conzemius Pierre			Conzemius Pierre		
idem		Olinger Jean			Gilson Théodore		
idem		Schimberg Nicolas			Glesener Jean		
idem		Hames Nicolas			Hames Nicolas		
idem		Beringer Mathias			Martzen Pierre		
idem		Warcken Georges			Neu Guillaume		
idem					Olinger Jean		
idem					Schimberg Nic		
idem					Sinner Jean-Nicolas		
Secrétaire:					Bodeving B.		
Receveur:							
Maire d'école:	Ehl Christophe	Ehl Christophe	Ehl Christophe	Ehl Christophe	Ehl Christophe	Ehl Christophe	Mathieux Mathias Ehl Christophe

- Veräinseck - Affiche des clubs -

- Ons Activitéiten - Nos activités -

August - Août 1994

17, 18,
an 20. - FOOTBALL

- Coupe Albertine Halsdorf

September - Septembre 1994

11. - KULTURKOMMISSIOUN

- Visite guidée an d'Stad

11. - FOOTBALL

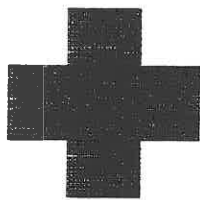
- Défilé de Modes am Centre Sportif

24. - GOODYEAR FOTO CINE CLUB

- Visite PHOTOKINA 1994 op Köln

30. - CLUB DES JEUNES

- Kirmesbal mam Fausti am Sall KIEFER



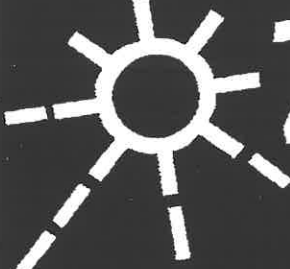
CROIX ROUGE

SECTION LOCALE
COLMAR-BERG

*Mir weisen op ons
Geldlotterie hin, déi an
den Méint Oktober
an November 94
stattfënd.*

*Nous vous informons de
notre Lotterie qui aura lieu
pendant les mois d'octobre
et novembre 94.*

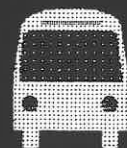
manner

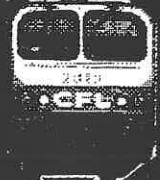
 **ZON**

méi

Liewens-

Qualitéit

fuer mam 

oder 

A.S. COLMAR-BIERG

17 - 18 - 20 AUGUST 1994

COUPE ALBERTINE HALSDORF

Matcher den 17. an 18. um 19.30 Auer owens

Finalen e Samsdeg den 20. um 15.30 an 17.30 Auer

Et spille mat: TLE Nancy □ Bissen □ Béiwen □ Colmar-Bierg

A.S. COLMAR-BERG

DEFILE de MODES

COLLECTION AUTOMNE/HIVER '94/'95

DIMANCHE 11 SEPTEMBRE 1994

A 19.00 HEURES

HALL DES SPORTS A COLMAR-BERG

D' KULTURKOMMISSION VU COLMAR-BIERG

invitéiert op eng 'visite guidée' an d'Stad.

Datum:
Sonndeg,
11. September
1994.

PROGRAMM:

Départ:
08.15 Auer
mam Bus bei
der Gemeng.

Mueres:
Besichen vum
Gronn an dem
Faubourg.

Mëttegiessen um Kirchbiert am Restaurant
um 22. Stack vum 'Héichhaus' (Centre
Européen).

- Buffet 'self-service' mat verschiddene
Menue; fir ze wielen. Menue du Jour:
ongef. 320.-Frang. Dir bezuelt wat Dir Iesst
an Drénkt op der Platz.

Grandiosen Ausbléck iwert d'Stad.

Ëm 14.00 Auer féiert de Bus eis bei d'Gëlle
Fra. Besichtigung vun de Kasematten, der
'Corniche' dem 'Bock' a.s.w.

Em 17.30 Départ fir Colmar-Bierg.

Sämtlech Besichtigungen sinn ënnert der
Lédung vun Guiden vun der Stad
Letzebuerg déi alles kommentéieren.

D'Kulturkommissioun offréiert Iech d'Rés
mam Bus a sämtlech Visiten. De Präis
vum Iessen a Gedrénks bezuelt Dir direkt
am Restaurant. 'Et n'oubliez pas le guide'
(Dréngeld fir de Guide!).

Mir hunn 75 Plätzen. Reservéiert sou
schnell wéi méiglech um Telefon
85 98 35 (LIPPERT) Läschten Termin:
02. September 1994.

P.S. Tréppelschong undinn.

LA COMMISSION CULTURELLE DE COLMAR-BERG

invite à une visite guidée à Luxembourg-Ville.

Date :
Dimanche,
11 septembre
1994

PROGRAMME:

Départ :
08.15 heures
en bus devant
la mairie.

Matin;
visite guidée
du 'Grund' et
du faubourg.

Déjeuner au restaurant à la 22e étage de la
tour du Centre Européen au Kirchberg.

-Vous aurez le choix d'un buffet 'self-
service' et de divers menus. Plat du jour:
env. 320.-Francs. Vous payez votre repas et
vos boissons sur place.

Vue grandiose sur la ville.

Vers 14.00 heures transfert par bus vers le
centre de la ville ('Gëlle Fra'). Visite des
casemates, de la corniche, des ramparts
e.t.c.

A 17.30 heures Départ vers Colmar-Berg.

Toutes les visites guidées sont
accompagnées et commentées par des
guides de la ville de Luxembourg.

Le voyage par bus et les visites sont
offerts par la Commission Culturelle. Le
repas et les boissons sont à votre charge.
'Et n'oubliez pas le guide' (pourboire).

Nous disposons de 75 places. Réservez
le plus vite que possible au numéro
85 98 35 (LIPPERT) Dernier délai:
02 septembre 94.

P.S. N'oubliez pas vos chaussures de
marche!





TENNIS CLUB COLMAR-BERG

STAGE DE TENNIS OU VACANCES EN ESPAGNE.

Encouragé par le succès des années passées, le T. C. Colmar-Berg a le plaisir de vous informer qu'il a l'intention d'organiser de nouveau un stage de tennis chez Pascal Genevo (ancien joueur luxembourgeois de la coupe Davis) à PLAYA DE ARO (COSTA BRAVA).

Des entraîneurs qualifiés seront sur place.

Départ: samedi, le 29 octobre 94
à 18 h à Colmar-Berg (Mairie),

Retour: samedi, le 5 novembre 94 vers midi.

Séjour: Hôtel COSTA BRAVA,
situé au bord de la mer.

PRIX APPROXIMATIFS (à base de trente personnes, voyage, pension complète en chambre double, du dimanche au vendredi soir + stage)

Adultes: 16900 F (3 hrs de stage par jour)

Enfants: 16400 F (4 hrs de stage par jour)

(dans la chambre des parents 16100 F)

Chambre individuelle: supplément de 800 F

Vous pouvez également participer
au voyage seul au prix de 8900 F.
(enfants de 2 à 6 ans: 1er 5900F, 2ième 7900F)

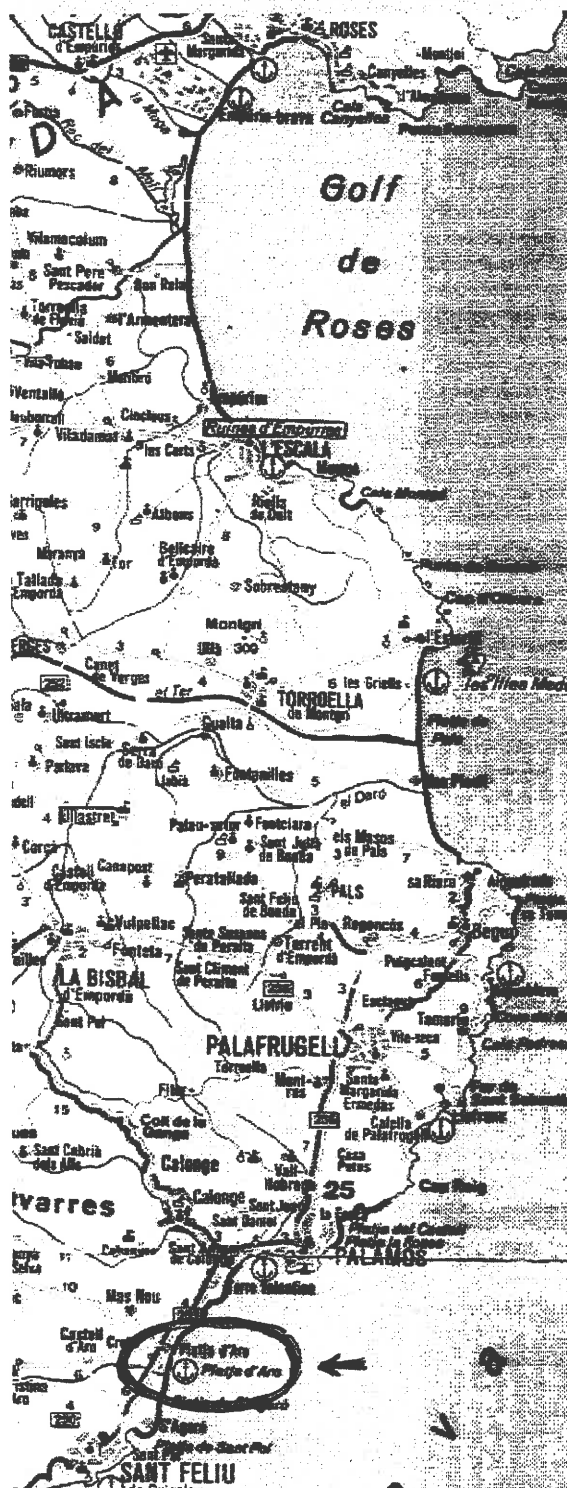
Un décompte exact sera effectué après le retour.

Les intéressés sont priés de prendre contact
DANS LES MEILLEURS DELAIS avec

GUY HALSDORF, 6, rue de Grentzingen,
L-7723 Welsdorf, (tél: 859034)
pour des renseignements supplémentaires ainsi
que pour la réservation.

Espérant que le nombre d'intéressés soit
suffisant et que les réservations se fassent
rapidement afin de pouvoir organiser
convenablement ce voyage, nous vous présentons
nos salutations sportives.

Le T. C. COLMAR-BERG





J.P.A. JUNG

Die Choleraepidemie des Jahres 1854 in Berg, Colmar und Welsdorf

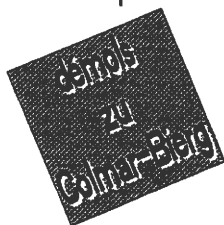
Im 17. Jahrhundert hatte die Pest furchtbar in
Luxemburg, ja in ganz Europa gewütet.

Erinnert sei an die Pestjahre 1626, 1636

Im 18. Jahrhundert waren die Epidemien merklich abgeflaut, aber die Angst vor diesen Katastrophen saß der Bevölkerung noch tief in den Knochen. Im 19. Jahrhundert hört man da und dort vom Auftreten der Cholera in beschränktem Maße, bis sie 1866, besonders in Diekirch und Umgegend in erschreckendem Maße aufflammte und viele Opfer forderte. Doch bereits 12 Jahre vorher, im Oktober und November 1854 hatte sie in der Gemeinde Berg ganz plötzlich hart zugeschlagen. Sie kam wahrscheinlich von der benachbarten Gemeinde Bissen, wo sie seit einiger Zeit bereits aufgetreten war.

Der damalige Bürgermeister der Gemeinde Berg J.B. Glaesener berichtete pflichtgemäß fast Tag um Tag an den Distriktskommissar in Luxemburg über das erste Auftreten der Krankheit, über ihre Verbreitung, ihr Abflauen und ihr neues Auftreten.

Als direkter Zeuge schildert er recht anschaulich die Krankheit in Geismühlen, ihre ersten Opfer, die Panik der Bevölkerung, das Überspringen nach Berg, wo der Pfarrer Pemmers ein Opfer der Pflichterfüllung wird, dann nach Colmar.



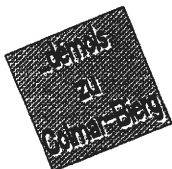
Höhepunkt waren der 19. und 20. Oktober. Dann Stille. Erneutes Aufflammen vom 1.- 8. November.

Der Bürgermeister sorgt für Reis und frisches Fleisch. Flehende Hilferufe um Entsendung von Krankenschwestern, die Beschreibung der Krankheit, deren Symptome, ihr Verlauf, ihre Dauer, das Alter der Erkrankten, der Dank an Ärzte, Krankenschwestern und Krankenwärter, der Tod des Pfarrers, all das läßt uns noch heute die Schreckenswochen in der Gemeinde Berg miterleben wie sie vom besorgten Bürgermeister in den Deliberationsregistern anschaulich geschildert werden.

5 oct. 1854.

Mr. le Commissaire du District de Luxembourg.

J'ai l'honneur de vous prévenir que l'épidémie qui afflige depuis quelque temps si profondément nos voisins de Bissen, vient de demander sa première victime dans ma commune. Une femme de 33 ans, habitant le hameau de Geismühlen a succombé au fléau ce matin à trois heures, après 30 heures environ de souffrance, malgré les bons soins du docteur Schmit d'Ettelbruck. C'est le seul cas qui ce soit encore présenté dans la commune, dont l'état sanitaire était le plus satisfaisant jusqu'à ce jour.



9 oct. 1854.

Comme suite à mon rapport du 5 de ce mois n° 640, et pour satisfaire à votre dépêche du 7 courant, j'ai l'honneur de vous faire part qu'hier soir deux nouveaux cas de choléra se sont présentés au hameau de Geismühlen, l'un qui sera probablement mortel, sur une femme d'une soixantaine d'années; l'autre, moins violent, quoique dangereux, sur une fille de 28 à 30 ans. Le docteur Schmit d'Ettelbruck y a été appelé de suite.

Je trouve que le moral de la population du petit hameau de Geismühlen est très affecté en présence du danger qui le menace, au point que l'on a beaucoup de peines à trouver quelqu'un pour soigner les personnes atteintes de l'épidémie, et que ce serait là réellement un grand mal, si la maladie venait à faire du progrès.

Je crois qu'il serait bien (quoiqu'il n'y ait pas jusqu'à cette heure péril direct) si le gouvernement pouvait nous envoyer deux soeurs de charité, pour donner des soins aux malades. Quant au service médical, si la maladie devait faire des progrès je prierai mon frère, médecin à Diekirch, de partager la peine du service avec le docteur Schmit d'Ettelbruck, en le relevant pendant quelques jours de la semaine.

Le conseil communal que je viens de convoquer pour lui donner communication de l'état actuel des choses, m'a chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour combattre énergiquement le mal dans le principe.

Quoique nous n'ayons pas, à proprement parler d'indigents dans la commune, le bureau de bienfaisance communale a fait des distributions de riz au plus nécessiteux.

Nous ferons, en un mot, tout notre possible, pour arrêter le mal à sa naissance.

10 oct. 1854.

Mr. Schaeffer Frères Luxembourg.

Veuillez avoir la bonté de m'expédier par la diligence, au reçu de la présente pour compte du Bureau de Bienfaisance de la Commune de Berg, une bale de riz.

10 oct. 1854.

J'ai l'honneur de vous faire part que dans la soirée d'hier un 4e cas de cholera s'est présenté à Geismühlen sur une femme d'une cinquantaine d'années, mais ce dernier cas n'est pas dangereux.

Le cas que je vous ai signalé comme mortel dans mon rapport d'hier l'a été effectivement. Le sujet, femme âgée de 63 ans est décédée hier soir à 6 heures, 23 heures après avoir éprouvé la première atteinte.

Aujourd'hui aucun nouveau cas ne s'est encore présenté.

P.S. L'ont vient de m'annoncer deux nouveaux cas qui viennent de se déclarer audit Geismühlen, sur deux hommes dans les 30 ans.

10 oct. 1854, 10 heures du soir.

Si je vous écris encore ce soir, c'est principalement pour vous prier de nous envoyer, au plutôt les soeurs de charité que je vous ai demandées par mon rapport d'hier et d'aujourd'hui. La population de Geismühlen est tellement démoralisée que j'ai la plus grande peine de monde à trouver des gardes malades. Le service médical est maintenant organisé. Les docteurs Schmit et Glaesener se sont entendus, pour qu'il y ait l'un d'eux constamment sur les lieux.

Les deux nouveaux cas que je vous ai annoncés dans le post scriptum de mon rapport d'aujourd'hui n° 634, sont très graves, l'un surtout au dire du médecin, pourrait être mortel. La maladie paraît vouloir se concentrer à Geismühlen. Aucun cas ne s'est encore présenté dans les autres sections de la commune.

J'ai pris toutes les mesures nécessaires pour faire exécuter de suite tout ce que les médecins jugeraient utile de prescrire pour arrêter l'épidémie.

12 oct. 1854

Mr. l'Administrateur Général de l'Intérieur.

L'épidémie régnante qui a envahi ma commune depuis huit jours fait des progrès alarmants. A trois rapports que j'ai adressés à Mr. le Commissaire de District pour lui demander le secours de deux soeurs de charité pour soigner les personnes atteintes de la maladie, je n'ai pas encore reçu de réponse, et nous attendons les filles saintes avec la plus grande impatience. Je prends donc la liberté de m'adresser directement à vous, pour vous prier de nous envoyer, s'il y a possibilité, deux soeurs.

La présente vous sera remise par un exprès, auquel je vous prie de remettre un mot de réponse, pour me faire connaître si nous pouvons compter sur l'arrivée de deux soeurs.

Le service médical est bien arrangé, nous avons constamment un médecin sur les lieux, mais les gardes malades nous font défaut.

12 oct. 1854

En vous confirmant mes rapports du 9 crt, 10 crt n° 641, 643 et 644, j'ai l'honneur de vous faire part que la maladie régnante est en voie de progrès. Nous avons jusqu'aujourd'hui huit cas, la plupart très violents, dont trois décès et deux à l'agonie.

L'épidémie vient de se déclarer dans la section de Berg sur la personne de la portière du château, vieille fille dans les cinquante. Elle ne passera pas la nuit.

Le service médical se fait très bien, il est organisé de manière qu'il y a constamment un médecin sur les lieux, mais il n'en est pas de même avec les gardes-malades. J'ai la plus grande peine du monde à trouver du monde pour soigner les personnes atteintes, à tel point que le médecin est obligé à faire l'office du garde-malade.

Ne recevant point de réponse à mes rapports que j'avais demandées, j'ai envoyé aujourd'hui à midi un exprès à Luxembourg à Mr. l'Administrateur général, pour lui demander deux soeurs, s'il y a possibilité, car leur secours se fait vivement sentir ici parce que la population est sous le coup de la frayeur.

P.S. Veuillez m'envoyer 4 feuilles de timbres; pour chaque registre acte de décès.

13 oct. 1854

J'ai l'honneur de vous faire part que la nuit dernière nous avons eu deux décès; mais aucun nouveau cas ne s'est déclaré depuis hier.

15 oct. 1854

J'ai l'honneur de vous faire part que dans la nuit du 13 au 14 un nouveau cas s'est déclaré à Geismühlen, sur une jeune fille de 20 ans. Jusqu'à cette heure les médecins conservent bon espoir de la sauver.

Hier matin Mr. le curé s'est alité avec une assez forte choléra qui n'offre jusqu'ici aucun danger, au dire du docteur.

16 oct. 1854

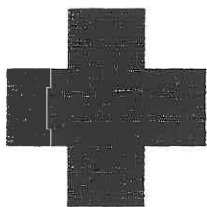
Mr. le Juge de Paix Mersch.

J'ai l'honneur de vous faire part que Mr. le curé Ant. Pammers, curé desservant à Berg, y est décédé ce soir à 9 heures.

16 oct. 1854, 11 heures du soir.

J'ai l'honneur de vous faire part qu'aucun nouveau cas de choléra ne s'est présenté aujourd'hui; mais nous avons malheureusement à déplorer la mort de notre digne curé, Mr. Ant. Pammers, qui est décédé ce soir à 9 heures, victime de son dévouement.

(à suivre)



CROIX ROUGE

**SECTION LOCALE
COLMAR-BERG**

*Hëllef fir Ruanda
Hilfe für Ruanda
Aide à Ruanda*

**La section locale de la Croix-Rouge a fait un
don de 50.000 francs pour aider les
réfugiés.**

Croix Rouge: CCP 11-11

**Médecins sans frontières: CCP 48-48
(Mentionner au coupon: Aide à Ruanda)**



**Il pleut à verse. Cette bourgeoise,
qui porte magistralement la
culotte, ordonna à son mari:**

**" Va me chercher six oeufs chez
l'épicier!"**

L'homme proteste, timide:

**" Mais, voyons, il fait un temps à
ne pas mettre un chien dehors!"**

**" Et alors? ... Qui t'a demandé
d'emmener le chien?"**